

leone tinto 1986

T2137-631-8.00 F

ISSN 0026-9433

**REPRISE DES FORUMS
AVEC DANIEL COHN-BENDIT
LUNDI 6 OCTOBRE - 18 H**

Libertaire

de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°631 JEUDI 2 OCTOBRE 1986 8,00 F

EXCLUSIF DANS CE NUMÉRO

COMMENT PASSER LA FRONTIÈRE SANS VISA !



DÉCOUPAGE

Les tripatouillages électoraux sous la houlette de Pasqua.

PAGE 3

TERRORISME

La position des anarchistes face à la manipulation.

PAGE 7

TIERS MONDE

Quelle approche avoir du concept de tiers monde.

PAGE 12

F°P. 2520

communiqués débats

• LIAISON PROFESSIONNELLE

La liaison professionnelle O.R.T.F. de la F.A. reprend ses activités militantes au sein du groupe audiovisuel. Pour tout renseignement se mettre en rapport avec la liaison par l'intermédiaire de la librairie du Monde libertaire. De plus, nous lançons une feuille d'informations : « Action libertaire », qui paraîtra quatre fois par an. Abonnement : 20 F pour quatre numéros. Nous poursuivons également la parution d'« Antenne » qui en est à son 27^e numéro.

• FESTIVAL

Premier festival des « musiques mutantes » du 20 au 26 octobre, au Théâtre libertaire de Paris (41, boulevard du Temple, Paris 3^e), avec la collaboration de Radio-Libertaire. Place en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 80 F (sauf les 21 et 25 octobre, 60 F). Réductions pour les porteurs de cartes d'auditeurs de Radio-Libertaire.

• LILLE

Suite à des divergences avec le propriétaire des lieux, la librairie de l'Idée libre animée depuis deux ans par le groupe de Lille ferme ses portes ; une occasion pour la Fédération anarchiste de s'implanter solidement et durablement dans une agglomération comptant plusieurs millions d'habitants.

C'est ainsi que le groupe de Lille recherche des fonds pour l'acquisition d'un local. Vous pouvez l'aider en écrivant à l'adresse suivante : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex (C.C.P. n°7 806 13 M, Lille, Cercle d'études sociales).

En attendant le groupe assure une table de presse et une vente du « Monde libertaire » le dimanche, de 10 h 30 à 13 h, rue Jules-Guesde à proximité du marché de Wazemmes. Vous pouvez également écouter la « Voix sans maître » sur Radio Campus (99.6 MHz) et même nous téléphoner en direct au 20.91.24.00 tous les vendredis, de 21 h à 23 h.

• TOULON

Le groupe « Région toulonnaise » tiendra un stand le samedi 18 et le dimanche 19 octobre au « Forum des associations », Parc des expositions de Sainte-Musse, Toulon. Entrée libre.

• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille organise une série de débats-vidéo du 4 octobre au 29 novembre. L'introduction au débat du samedi 4 octobre sera le film vidéo « Réaction en chaîne » (produit par le Réseau Recherche sur la Paix). Si vous tremblez de savoir... « Pourquoi, par qui, comment sont prises, sans nous, les décisions technologiques qui conditionnent notre vie à tous ? », retenez et diffusez les lieux, date et heure de ce rendez-vous. Vous êtes concernés !

Local du groupe libertaire de Marseille, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille. Samedi 4 octobre, à 14 h. Participation : 15 F. Vous trouverez sur place : bibliothèque, boutique et... boissons ! Pour nos prochains débats, tenez-vous au courant... lisez le « Monde libertaire ».

• PARIS

La commission de propagande des Relations intérieures reprend sa série de cours sur l'anarchisme. Le premier aura lieu mardi 7 octobre à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (M^o Abbesses). Thème : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » par Yves Peyraut.

éditions

• ARGENTEUIL

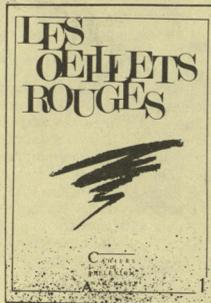
A l'occasion du sixième anniversaire du coup d'Etat en Turquie le 12 septembre 1980, le groupe Kropotkine d'Argenteuil édite une brochure « Turquie : de la dictature militaire à la démocratie musclée ». Celle-ci fait le bilan de six ans de répression et comporte au sommaire : aperçu du mouvement turc, la situation économique, la Constitution de 1982, la torture, le problème kurde, etc. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.

Nous informons nos sympathisants et toute personne voulant entrer en contact avec nous que nous reprenons nos permanences au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, Argenteuil, les 2^e et 4^e samedis du mois de 15 h à 18 h.

• « LES OEILLETES ROUGES »

« Les OEillettes rouges » n°1, cahiers de réflexion anarchiste trimestriel, viennent de paraître. En vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 35 F (abonnement pour quatre numéros : 120 F, chèque à l'ordre de J.-M. Raynaud). Pour tout contact : « Les OEillettes rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil.

• AFFICHE



L'administration et les relations intérieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditer une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).

La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris (M^o République) est ouverte du lundi au samedi de 10 h à 19 h 30. Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

POUR TOUT ABBONNEMENT NOUVEAU AVANT LE 1^{er} DÉCEMBRE UN LOT DE BROCHURES SERA OFFERT GRATUITEMENT

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République) Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanence au local situé 16, rue des Orangers, Nîmes, tous les dimanches de 10 h à 12 h.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillotte.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, rue Jules-Guesde à proximité du marché de Wazemmes (adresse du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex).

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes — PAGE 3, Société : Editorial, Le découpage électoral, Amis lecteurs — PAGE 4, Social : E.D.F. en grève, Hôpitaux : le retour à la case 81 — PAGE 5, Social : Terrorisme : une piste sérieuse, Nouvelles procédures pour les licenciements — PAGE 6, Antimilitarisme : Lettre ouverte à un terroriste, Interview de Philippe Cuvelier, Face au service civil, Communiqué F.A. — PAGE 7, Arguments : L'anarchisme contre le terrorisme — PAGE 8, Dans le monde : Nicaragua : la guerre secrète, Malaisie : non au barrage de Bakun — PAGE 9, Informations internationales : Espagne, Suisse — PAGE 10, Expression : Rencontre-débat avec Daniel Cohn-Bendit — PAGE 11, Expression : Fête de « Noir et Rouge », Notes de lecture, Programme de Radio-Libertaire, Bande dessinée — PAGE 12, Arguments : Mort au tiers monde (3^e partie).

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pl. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
4 retourner au Monde libertaire, 75011 Paris (France)

Nom : _____ Prénom : _____
N : _____ Rue : _____
Code postal : _____ Ville : _____
A partir du n° _____ (inclus) Pays : _____

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 3 mois 13 n° 6 mois 25 n° 1 an 50 n° Règlement 3 mois 13 n° du Bulletin

En cas de changement d'adresse, indiquer l'ancienne adresse sur le bulletin et 4 F. en plus par poste.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Route 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Sous la houlette du sieur Pasqua les tripatouillages électoraux battent leur plein !

ON tue dans le monde à l'ombre de formules imbéciles qui, depuis la genèse, ont étendu sur l'humanité leur manteau taché de sang ; des centrales atomiques pétent au nez des apprentis sorciers ; des fous jettent des bombes en souhaitant que, parmi les victimes, Dieu reconnaisse les siens ; les progrès de la science permettent de remplacer les hommes par des machines, les renvoyant au bureau de pointage ou à la soupe populaire... Que font les gouvernements et en particulier le nôtre ? Allons, pas de panique, armé de ses ciseaux, cet excellent monsieur Pasqua s'occupe de notre moral !

Le boucher de Matignon

Monsieur Pasqua, vous connaissez ? Le dernier numéro de notre journal a donné une photo de monsieur Pasqua ! Aujourd'hui, toutes affaires cessantes, monsieur Pasqua taille dans le tissu électoral avec allégresse. Un artiste, cet homme ! Regardez-le bien ! Il a la main innocente de votre boucher jetant votre côtelette sur le plateau en appuyant légèrement du doigt pour faire bon poids.

Comprenez-le cet homme, car enfin son problème c'est de faire de « bonnes élections », et pour faire de bonnes élections il est indispensable de mettre en place un « système honnête » qui fasse bifurquer le vote de l'électeur — « cet idiot de village ! » — dans le bon sens. Autrefois le curé y suffisait, aujourd'hui hélas ! il faut recourir à la « mécanique ondulatoire » des deux tours pour maintenir au pouvoir les amis de monsieur Pasqua qui, « à part les autres, bien entendu », sont les meilleurs !

Les autres ? Mais les autres, croyez-le, eux aussi ont leur « truc » et leur truc c'est la proportionnelle. Oh ! pas n'importe quelle proportionnelle ! Une proportionnelle un peu corrigée sur les bords, à partir de l'enseignement des grands anciens pour lesquels la profondeur des urnes n'avait plus de secret. « Elections, piège à cons », nous expliquaient il y a quelques années un certain nombre de jeunes gens

qui, depuis... Mais êtes-vous bien sûr de ne pas les retrouver parmi les rastaquouères qui, à l'ombre des « grandes listes », escomptent — les innocents ! — un coup de pôt qui leur permettra de décrocher la timbale ?

L'« affreux » du ministère de l'Intérieur préside à cette œuvre pie. Vous avez vu sa mine patibulaire à la télé ? Son génie stratégique est à la hauteur de sa dégaine et plusieurs fois ses patrons lui ont prié de remettre sur le métier son charcu-

piez à ce système vertueux qui permet aux riches de rester riches et aux pauvres de rester pauvres, à moins que... A moins que les premiers aient besoin de quelques-uns des autres pour raviver leur sang atrophié. Ça dure depuis deux cents ans. Les Républiques changent de numéro, les bordels électoraux conservent leur lanterne ! Tranquillisez-vous, Mitterrand et Chirac ne risquent pas de fermer boutique... et leur querelle consiste simplement à se partager la comptée !

de recourir aux « prélèvements » permettant de récompenser nos politiciens et leurs épigones ! En un mot, nos drôles tendent la main, libéraux ou pas, et la société de classe y laisse tomber les trente deniers électoraux. Et comme les politiciens ont « faim », les élections qui sont le prétexte à de nombreuses gratifications se multiplient. « Elections, piège à sous ! », proclament un certain nombre de personnages qui ont pris de l'âge et qui se souviennent de leur jeunesse turbulente !

conscience et juste ce qu'il faut pour enjoliver le spectacle. Vous ouvrez des yeux étonnés ? Pourtant c'est de l'affaire du siècle qu'il s'agit, dont gravement toute la presse parle !

« Signera-t-il ou ne signera-t-il pas ? » Je vois l'étreinte qui serrait votre cœur se relâcher. « Signera-t-il ou ne signera-t-il pas ! » Surtout n'avez pas votre dentier à force de rigoler ! Toute la France politique, c'est-à-dire rien du tout, est suspendue au porte-plumes du Président ! « Signera-t-il ou ne signera-t-il pas la loi électorale ? » Ouf !

Et là-bas, au château de l'Élysée, entouré de la garde prétorienne qui empêche les nénétes de stationner devant les devantures des maisons de couture, le vieux politicien roublard (qui d'ailleurs ne manque pas de talent) doit ricaner doucement. Je suis persuadé qu'il ne les croyait pas aussi cons ! Pourtant la « gymnastique suédoise », lui, il connaît ! Quelle que soit leur nature, les élections, il les a toutes surmontées ! Oui, bien sûr, quelques politiciens efflanqués comme le loup de la fable guettent le château. Les drôles ! Ils peuvent attendre ! N'a-t-il pas attendu, lui, que l'oubli se fasse sur certaines turbulences de jeunesse !

Le Pasqua et son équipe, j'allais dire ses coupe-jarrets, peuvent bien se frotter. Lui, le vieux, il connaît la musique et les élections présidentielles qui se préparent pourraient bien être un « piège pour les dauphins » qui tournent autour de l'édifice en salivant.

Ainsi vont les Républiques depuis deux cents ans. Certains voudraient y apporter un peu d'ordre, un peu de justice, un peu de décence ! Les innocents ! La fonction crée l'organe, nous a-t-on appris à l'école. Quelque soit le sens où on le plie, le bulletin de vote est inefficace et seul le balai peut évacuer cette merde.

Maurice JOYEUX



tage dont l'énormité faisait paraître vertueux un de ses prédécesseurs, un certain Poniatowski. Lequel pourtant s'y connaissait, lui qui fut l'inventeur de la formule « des copains et des coquins » qui convient si bien à la classe politique occupée à se disputer l'os électoral.

Tous libéraux, tous socialistes...

Vous ne votez pas ? Voyons, la démocratie exige que vous partici-

Oui, je m'énerve ! Pourtant ces magouilles électorales sont sans importance réelle ! Tout au plus servent-elles à déterminer une méthode moderne d'exploitation des populations et à choisir les bénéficiaires de ce privilège qui remonte à la nuit des temps. Alors, pourquoi en parler, plutôt que d'en rire comme on rit au théâtre comique lorsque le Monsieur Loyal de service se fait botter les fesses à la grande joie des spectateurs qui attendent leur tour ? Mais tout simplement pour bien comprendre les méthodes qui déterminent les moyens de combattre, je ne dirais pas la haute bourgeoisie car celle-ci, qui a le cuir fragile, se tient à l'écart ; mais ses janissaires qui sont généralement pris dans les rangs des miséreux.

Mon raisonnement peut vous paraître léger, mais regardez le programme que ces bougres vont vous proposer lorsqu'ils auront réussi leur magouille. L'autre jour, à la télévision, « Béré » le socialo a vendu la mèche : « Je suis libéral, a-t-il proclamé, la preuve j'ai commencé à libérer les prix avant... ». Ça, c'est le socialisme nouvelle cuvée ! Les grands anciens en lavalère en auraient avalé leur chapeau à larges bords ! Il suffit d'envisager la mine ahurie de Paul Laffargue (oui, vous savez l'auteur du *Droit à la paresse*) pour rigoler un bon coup. Bien sûr ce vieil imbécile de Debray s'est trouvé outragé : « Plus libéral que moi... »

Minute ! Toute la classe politique est libérale lorsque les affaires sont difficiles et qu'il faut décharger de ses obligations sociales le patron réduit à la misère et que la soupe populaire guette, afin qu'il conserve quelques moyens pour sponsoriser les bons candidats aux élections. Mais toute la classe politique devient « socialiste » (sic) lorsque les affaires vont bien et qu'il s'agit

Maître corbeau...

Cependant toute cette merdouille électorale pose des problèmes à nos personnages consulaires. Qu'on se rassure, il ne s'agit pas de problème de société, à peine de problèmes de

Editorial

JAMAIS l'hypocrisie de l'Etat n'aura été aussi flagrante que depuis qu'une campagne anti-drogue de plus a été déclenchée. Car enfin, loin de leur nuire vraiment les gouvernements se rendent bien compte que « drogue » est le plus souvent synonyme de révoltes, de mal-vivre inavoués et non épanouis. Pourquoi se drogue-t-on, demandait l'autre jour un journaliste officiel au sinistre de la Justice ? La réponse fut merveilleuse : c'est pour faire comme les copains.

Nous, nous affirmons que ce n'est que pour ne plus voir la gueule du sinistre en question. La criminalisation des toxiques ne peut que faire empirer le problème. Le plus inquiétant c'est l'amalgame et l'assimilation qui sont faits entre drogues dures et drogues douces. Ainsi le banal amateur de « pétard » est assimilé au morphinomane et je ne parle pas du trichlore et de la colle à rustines. Quant aux « accros » à Interville, au 12⁵, à la gauloise bleue ou au béret basque, ils tremblent de trouille. Vite, vite, une petite ligne de cocaïne pour eux...

Un qui ferait bien d'en tater de la cocaïne et toujours à propos d'hypocrisie, c'est le Pape. Sacré Jean-Paul, toujours prêt à se promener. Il est vrai que quand on est un parasite social, ça laisse un peu de temps. Un petit « rail » avant les vèpres, c'est l'apparition assurée. Le L.S.D. dans le vin de messe, ça ne doit pas être mal non plus et puis ça donne du courage.

Du courage, ce sont nos valeureux paras lachés au Togo qui en ont. Une fois encore les intérêts impérialistes de notre Hezagone qui ne tourne jamais bien rond sont bafoués en Afrique. L'intervention est conséquente bien sûr à un appel à l'aide du Togo. Mais combien de fois va-t-on encore nous la faire ? Les appels à la rescousse du petit frère commencent à sentir le réchauffé. Non content de faire sa police chez elle, la France exporte ses méthodes musclées, expérimentées en Algérie, au Zaïre, au Tchad, au Liban... L'exportation du viol, du pillage et du meurtre, ça marche bien !

Alors finissons-en avec tous ces faux-derches. La trinité Justice-Armée-Religion ne se réformera pas, elle s'élimine.

Amis lecteurs

VOUS avez vu, ou vous allez voir, sur les murs de la France entière une affiche dont le thème est : « La droite et la gauche cohabitent : les libertés en faillite. Informez-vous pour vous défendre ». Cette affiche d'actualité appelle au soutien au *Monde libertaire*, défenseur de toujours des libertés.

Les attentats et l'émotion légitime qu'ils soulèvent ne doivent pas nous faire oublier les bavures policières couvertes à l'avance par Pasqua, les attaques multiples contre les travailleurs pour faciliter, à leur dépens, la restructuration de l'appareil de production et le rétablissement des profits. La situation permet au gouvernement de prendre des mesures très graves pour la liberté et la Fédération anarchiste a décidé, entre autres à travers le *Monde libertaire*, de protester et de dénoncer cette manipulation de l'opinion.

Il est nécessaire de soutenir une des voix qui, sans compromis, s'élève contre les atteintes aux libertés les plus élémentaires. Le *Monde libertaire* est une de ces voix-là. Il ne doit pas rester dans le circuit confidentiel de ses lecteurs habituels et il doit casser le carcan de ses problèmes financiers pour être diffusé massivement.

Pour vous inciter à vous abonner, du 1^{er} octobre au 1^{er} décembre 1986, nous offrons à tout nouvel abonné au M.L. un lot de brochures d'une valeur d'environ 50 F. De plus, pendant cette période, pour fêter le cinquième anniversaire de Radio-Libertaire, la librairie du *Monde libertaire* fait une réduction de 10% aux porteurs de la carte de R.-L. sur tous les achats de disques. Le moment est donc propice pour remplir le bulletin d'abonnement au M.L. et l'effort que vous ferez vous permettra de continuer à trouver votre journal dans les kiosques.

Les administrateurs

en bref...en bref...

• Un numéro hors-série d'« Anarfac » vient d'être édité par la C.L.E.A. On pourra trouver dans ce numéro un dossier récapitulatif des changements d'administration et d'orientation politique dans l'université ; des renseignements sur l'activité des syndicats politiques de « gôche » dans les facs ; un résumé de l'activité anarchiste de la C.L.E.A. ; une page sur Proudhon ; des infos... Disponible, au prix de 5 F, à la librairie du Monde libertaire.

• « Article 31 » vient de paraître. Au sommaire de ce n°22 : une présentation de quelques membres du gouvernement Chirac et de leurs liens avec l'extrême droite ; les activités du F.N. ; l'extrême droite en Belgique ; Alain de Benoist et le tiers monde ; le Club de l'Horloge ; etc.

• « Article 31 » édite aussi des numéros dossiers : « Police et extrême droite », « Religion et extrême droite », « L'extrême droite en France »... Ces dossiers sont disponibles au prix de 100 F les quatre à « Article 31 », B.P. 423, 75527 Paris cedex 11.

• « Article 31 » est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• Les éditions Culture et Liberté viennent d'éditer un ouvrage, « Quand le coq rouge chantera ». Il s'agit d'une bibliographie quasi exhaustive sur les anarchistes français et italiens aux Etats-Unis due aux recherches de René Bianco, Ronald Creagh et Nicole Riffaut-Perrot. Cet ouvrage, publié avec le concours de l'université de Montpellier et du C.I.R.A. de Marseille, est disponible au prix de 40 F aux éditions Culture et Liberté, B.P. 40, Marseille cedex 13.

• Le C.I.R.A. de Marseille présente une exposition sur la révolution espagnole, visible aux jours et heures de permanence à partir du 1^{er} octobre (mardi et jeudi, de 15 h à 18 h ; vendredi, de 18 h à 21 h).

Le samedi 11 octobre, à 14 h, sera consacré à la présentation de vidéos sur la révolution espagnole. A cette occasion, Emile Temine signera son ouvrage : « La guerre d'Espagne commence » (éditions Complexe). Local du C.I.R.A. : 5, rue des Convalescents, 13382 Marseille. Pour tout contact : C.I.R.A., B.P.40, 13382 Marseille cedex 13.

• Une réunion d'informations-débat sur les luttes en Euskadi aura lieu samedi 4 octobre, à 14 h, à l'Ageca. Au programme : vidéo, diaporama, buvette... Ageca : 177, rue de Charonne, 75011 Paris (M^o Alexandre-Dumas).

• Une semaine d'information sur l'objection de conscience et le service civil aura lieu du 6 au 11 octobre 1986, de 12 h à 19 h, à l'Espace Plus (Forum des Halles, niveau 1). Vendredi 10 octobre, à 16 h, aura lieu une table ronde sur les thèmes suivants : historique de l'objection, insoumission, contenu du service civil, objection et non-violence.

• Christophe Pottier, objeteur insoumis, passera en procès le 21 octobre 1986 devant la 5^e chambre du Tribunal correctionnel de Versailles. Venez nombreux pour le soutenir. Pour infos : répouder antimilitariste au (16.1) 43.03.62.03.

• Benoît Gauchard, objeteur qui refuse la double durée du service civil par rapport au service militaire, sera jugé jeudi 9 octobre à 13 h 30 au Tribunal de grande instance d'Evry (91) pour désertion. Les messages de soutien peuvent être envoyés à « On arrête tout ! », c/o A.R.I.C.O., B.P. 2024, 49016 Angers cedex.

Réforme hospitalière ? Non, retour à la case 81

La réforme hospitalière annoncée dès avril par Barzach et Séguin (1) a mûri durant l'été pour être présentée au Conseil supérieur des hôpitaux début septembre, puis prendre le chemin du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres et finir comme projet de loi déposé à l'Assemblée nationale en octobre.

Un long périple qui ne réserve aucune surprise puisqu'il s'agit, en fait, de revenir aux dispositions antérieures au gouvernement Mau-

toute-puissante fonction de chef de service. La réforme hospitalière proposée par Barzach prévoit donc le retour à l'organisation des services, à la tête desquels les médecins-chefs nommés par le ministre après avis du conseil d'administration et de la Commission médicale d'établissement pourront régner pendant cinq ans, d'ailleurs renouvelables. Ils pourront déléguer la responsabilité d'une ou de plusieurs unités à un ou plusieurs médecins titulaires. De fait, la copie conforme de la

répartition des pouvoirs actuelle ! Les départements déjà mis en place pourront survivre, d'autres pourraient être créés par décision du conseil d'administration, mais seulement sur la base du volontariat.

Toujours dans le cadre de la réorganisation des hôpitaux publics, la Commission médicale d'établissement remplacerait la Commission médicale consultative, mais en renforçant ses pouvoirs. La commission serait « consultée sur le programme, le plan directeur, le budget

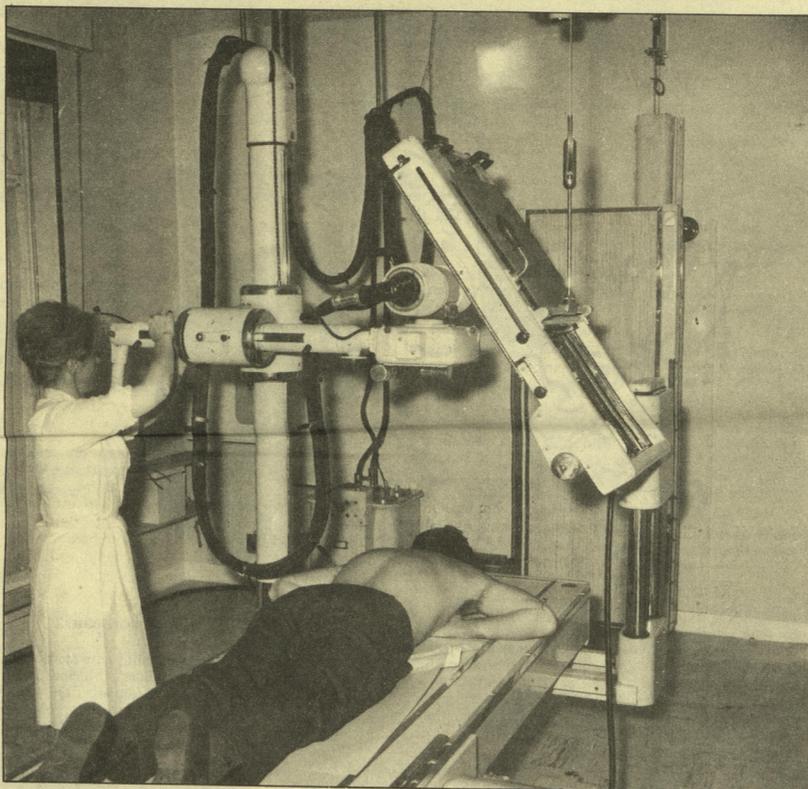
et les comptes de l'établissement ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement des services médicaux », mais elle pourrait aussi délibérer « sur les orientations strictement thérapeutiques à mettre en œuvre afin d'obtenir la meilleure prise en charge des malades dans la limite des crédits autorisés ».

Par ici la monnaie !

Quant à l'activité libérale réintroduite dans les établissements d'hospitalisation publics, cela constitue l'élément majeur de cette réforme car ô combien symbolique. C'est l'ordonnance du 30 septembre 1958 (en 1958, comme par hasard !) qui avait permis l'ouverture de l'hôpital public au secteur privé ; mais en 1982, les portes lui en furent fermées : d'abord par la suppression de tous les lits privés en juillet 1982, puis par la suppression totale des consultations théoriquement fixées au 31 décembre 1986. Le contrat d'activité libérale sera passé entre le praticien et le directeur de l'établissement hospitalier afin de fixer le nombre de lits, le nombre maximum d'actes et le temps consacré à l'exercice privé.

Il ne pourra y avoir d'affectation permanente de lit ou d'installation technique, cependant l'autorisation d'exercer sera délivrée pour cinq ans renouvelables par le commissaire de la République. Un redressement sera demandé pour l'utilisation des installations et locaux mis à disposition, ainsi qu'une part des honoraires perçus à titre libéral. Une « commission d'activité libérale », présidée par un membre du conseil départemental de l'Ordre des médecins, sera créée afin de « surveiller » ladite activité et d'établir un rapport annuel. De même au niveau national, une commission sera instituée afin de régler les éventuels litiges relatifs à l'exercice d'une activité libérale dans un hôpital public. Certes cela constituera un encadrement pour cette activité, de par le contrat avec l'établissement et de par cette commission d'activité libérale, mais qui n'empêchera pas les médecins de continuer

(suite p. 5)



roy : retour du secteur privé à l'hôpital public, abandon de la départementalisation, transformation de la Commission médicale consultative et assouplissement des règles de la carte sanitaire pour les établissements privés.

Revoilà les mandarins !

A l'heure où les salariés payent l'accroissement des dépenses de protection sociale par l'augmentation de 0,7% de la cotisation retraite, par le prélèvement de 0,4% en 1987 de l'impôt sur le revenu, par la diminution des remboursements pharmaceutiques, par la dévaluation des pensions, allocations, retraites... le pouvoir mandarin se réaffirme dans un de ses fiefs : l'hôpital. La seule réponse à l'augmentation des besoins tant sanitaires que sociaux — augmentation inéluctable tant que le taux de chômage se développera, entraînant une détérioration de l'état de santé des victimes de la crise ou tant que continueront les gaspillages de l'industrie pharmaceutique — est la satisfaction des exigences du corps médical. Le retour à la case 81 n'a pas de quoi surprendre personne en regard de ce que représentent les médecins au niveau électoral.

Leurs poids avait été tel que la départementalisation, un des volets de la réforme du gouvernement socialiste, n'avait pu réellement se mettre en place : le corps médical bloqua la remise en question de leur

E.D.F.-G.D.F. en grève

Il ne fait pas bon en ce moment emménager dans un nouvel appartement dans la région parisienne car, particulièrement dans le secteur Paris-Nord, les agents E.D.F.-G.D.F. y sont en grève. Pas d'électricité c'est une gêne pour un nouvel occupant, mais il serait bon d'expliquer le pourquoi de cette grève.

Dans un tract signé par la C.G.T., G.N.C.-F.O., C.F.D.T. et C.F.T.C., intitulé « Les démolisseurs d'E.D.F. et G.D.F. », il est expliqué que tout est venu du chef de centre de Paris-Nord. En effet celui-ci, appliquant à l'E.D.F.-G.D.F. les normes de rentabilité d'une entreprise privée, avec l'accord de la direction, après avoir allongé les temps d'interruption de courant sur Paris, a proposé dans un dossier un certain nombre de mesures qui abaissent les conditions de travail et augmentent la rentabilité.

Et si la notion de « service public » est sujette à caution, chez les anarchistes et d'autres, on voit qu'à E.D.F.-G.D.F. comme ailleurs on cherche à dégraisser les effectifs pour que la machine capitaliste marche à moindre frais. L'électricité et le gaz sont des choses distinctes, mais la direc-

tion propose de « ne faire qu'un agent de l'ouvrier gazier et de l'ouvrier électricien ; c'est dangereux et pour les agents et pour les abonnés. En effet, il y a là deux métiers qui nécessitent qualification, formation, expérience, d'autant que la vétusté du matériel parisien, le très grand nombre de matériels différents, le manque d'entretien, la concentration urbaine compliquent les interventions. »

Contre ces attaques, le personnel de Paris-Nord est passé à l'action en se mettant en grève et en occupant une agence. La réponse directoriale a été : 6 mises à pied d'un mois sans salaire, assignation d'un secrétaire de la C.G.T. au tribunal des référés (alors que toutes les autres confédérations syndicales étaient dans l'action, sans compter la grande majorité du personnel qui en grève).

Service public ou pas, la grève se poursuit même si la une des quotidiens est occupée par le terrorisme. Alors que les agents E.D.F. rétablissaient le courant chez 80 000 abonnés qui en avaient été privé vendredi dernier, le député-maire U.D.F. du 16^e

arrondissement appelait les commerçants et les « usagers victimes de perturbations » à une manifestation devant un poste E.D.F. occupé par les grévistes. Pour rajouter à la provocation, il demanda aux « victimes des coupures » de porter plainte contre les grévistes de l'E.D.F.

L'objectif de la direction est bien sûr un ballon d'essai pour déréglementer le statut des agents qui sont plus de 9 000 dans la région parisienne. Quelque soit le jugement que l'on peut porter sur le statut des travailleurs à l'E.D.F.-G.D.F., le gouvernement actuel tente de les passer eux aussi au presse-citron. Il ne manque que les dénonciations de « syndicatisme » qu'il y a quelques mois on entendait dans les médias.

On pourrait bien sûr avancer que la C.G.T., après avoir « sonné le clairon » une fois de plus, passe à l'attaque pour s'offrir au feu des projecteurs... Cela est vrai, comme il est vrai que, sous la gauche comme sous la droite, les gouvernements prennent les sous sur le budget des travailleurs qu'ils soient de l'E.D.F.-G.D.F. ou d'ailleurs !

J.-P. GERMAIN

(suite de la p. 4)

à se remplir les poches en utilisant et le matériel et le personnel du service public.

Une dernière partie de la réforme porte sur l'assouplissement des règles de la carte sanitaire donnant ainsi la possibilité aux établissements privés de se regrouper sans autorisation préalable, à la seule condition qu'il n'y ait pas de créations de lits supplémentaires. Déjà, depuis avril dernier, fleurissent au *Journal officiel* les autorisations de créations de lits dans des établissements privés (cliniques, en particulier) dans les villes-mêmes où l'hôpital public ferme des lits.

Médecine de riches...

Au total, une réforme qui maintient, voire accentue, une *médecine pour les riches*, une autre pour les pauvres, au mépris de toute recherche de la satisfaction des besoins sanitaires. Ce que la gauche n'a même pas tenté de faire — le développement des alternatives à l'hospitalisation, l'évaluation des besoins et l'adéquation entre moyens et satisfaction des besoins —, la droite ne le fera pas et ce ne sont pas les faiblesses sociale et syndicale qui l'y contraindront.

La faiblesse syndicale est telle chez les personnels hospitaliers qu'ils ne parviennent pas à faire reculer, même d'un petit pas, le ministère sur les diminutions d'emplois, sur la perte du pouvoir d'achat et les risques de privatisation : problèmes importants puis-que pouvant remettre en cause le service public (2). Les « victoires » syndicales ne se réalisent que sur un mode strictement défensif (comme à l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard, victoire relatée dans le *Monde libertaire* de la semaine dernière) dans ce secteur-là comme dans tous les secteurs économiques et sociaux depuis quelques années. La libéralisation de l'hôpital public n'a guère de chance d'être contre-carrée dans ces conditions.

N'y a-t-il pas nécessité absolue, face aux attaques gouvernementales et patronales, de recréer une force interprofessionnelle capable de lier tant les problèmes des salariés que la remise en cause du niveau de protection sociale ?

HÉLÈNE
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Lire à ce propos le « *Monde libertaire* » du 8 mai 1986.
(2) Thèmes mis en avant pour la journée d'action du 21 octobre 1986 dans la *Fonction publique*.



Licencié ayant trouvé un petit boulot.

Nouvelles procédures de licenciements

CHARBONNIER est maître chez lui, a-t-on dit naguère... Pouvaient-on soupçonner que ce fabricant de charbon de bois — celui-là ou un autre — finirait par posséder le bois de ses tailles, puis le pré, l'étang, enfin le village et ses habitants et quelquefois même le château. Ce droit de propriété de son écuelle et de sa chaumière, pouvait-on imaginer qu'il le réclamerait sur des villes, des vallées, des provinces, sur des multitudes d'êtres ? Eut-on le pressentiment que son avidité, son cynisme, sa férocité vaudraient, en qualité et en quantité, ceux des maîtres qui l'avaient précédé, quand ce droit-là, ce pouvoir-là seraient menacés ou réduits.

On a d'ailleurs beaucoup disserté sur la finesse conceptuelle de cette propriété partielle, utile des outils humains : posséder le temps pendant lequel l'outil humain produit des objets ou crée des idées, qu'on fera fructifier à son profit, et n'être propriétaire que de cela ! Quel progrès en regard de l'antique propriété complète, où le maître devait subvenir aux biens modestes besoins de son outil malade, ou devenu vieux — sous peine d'être regardé comme inhumain.

« Sed lex »

Ce truc, cet artifice, ce sophisme se justifie par les baionnettes et plus encore par l'idéologie — le baratin. Il y a quelques dizaines d'années, le droit de propriété induisait que celui qui en bénéficiait héritait du même coup de la qualité d'humain à part entière, et à lui seul pouvait échoir la direction de la société.

Aujourd'hui, les petits-enfants des messieurs en redingote ont inventé l'*efficience économique*. Liberté patronale, affirment-ils, égale efficacité de l'économie, c'est-à-dire des entreprises prospères, générant un profit permettant un bilan bénéficiaire, des investissements réguliers et une productivité concurrentielle. Etant riches, bien-portantes, ces entreprises pourront — et à ce moment-là seulement — embaucher et inverser la progression régulière du nombre de chômeurs. Pour obtenir un tel résultat,

l'embauchage d'un nombre significatif de sans-emploi dans l'avenir, il faut, dans le présent, licencier ; c'est une conception purgative du marché du travail !

Enfin, grâce à ce dégraissage, ajoutent nos plumitifs, les entreprises seront en mesure de répondre vite et fort, d'être souples et prêtes à répondre à toutes les sollicitations du marché ; après la purge, la lutte libre !

Dure la loi économique ? concluent-ils. Seule une attitude socialement courageuse permettra d'enrayer ce fléau des temps modernes qu'est le chômage, tout le reste n'est que littérature autogestionnaire !

Dehors, les em...

Le 3 juillet fut donc abrogée l'autorisation administrative de licenciement économique pour les licenciements de moins de dix personnes.

Et on a commencé à régler les comptes. On parle de-ci de-là, quelquefois dans la grande presse (1), de « cas » : la santé économique s'obtient par paquets de neuf.

Le patronat dégage en douceur, sans vague des salariés — en sur-nombre, ou qui le gênent. *Il en a le droit et il ne s'en prive pas.*

Bien sûr, ça va contester, les tribunaux vont avoir à juger du bien-fondé d'un certain nombre de causes économiques ; dans combien de temps (2) ? En attendant les

luttés du prétoire, ça fera toujours un certain nombre d'emmerdeurs en moins.

Le programme libéral affirme que toute autorisation administrative devra disparaître. Pour toutes les entreprises, y compris celles titisées. Les libéraux mettront-ils la classe ouvrière face au patronat, sans intermédiaire, dans cette question de la réduction des effectifs de l'appareil industriel lourd ? L'abrogation partielle est-elle un test ? Un essai qui doit terroriser et non pas révolter !

Jusqu'à l'extrême limite

Fin septembre, des négociations entre le C.N.P.F. et les organisations syndicales s'ouvriront à ce propos. Suivre leur déroulement permettra de connaître les intentions réelles du patronat.

Pour notre part, nous craignons que les orientations les plus « libérales » soient en progression parmi la classe patronale : privatisation signifie pour elle enrichissement et force supplémentaire, et il lui serait agréable de briser des garanties légales et conventionnelles des salariés qu'elle va acheter avec les entreprises mises en vente par l'Etat.

Quelles seront, en opposition, les propositions des confédérations ? Et est-il possible de répondre autrement que par la lutte à de telles exigences ?



Et c'est pour quand le licenciement des bureaucrates syndicaux ?

Les dernières déclarations en date du secrétaire de la C.F.D.T. augurent mal, très mal de la riposte syndicale. « N'abusez pas », demande-t-il en substance ; quelle crédibilité peut encore avoir un militant syndical qui semble s'appliquer dans la société indépendamment de la volonté de leurs initiateurs, parce qu'ils sont mis en œuvre par des millions de protagonistes qui interprètent les textes en fonction de leurs intérêts immédiats et personnels : si le patronat peut exploiter un avantage fourni par un texte législatif, il le fera jusqu'à son extrême limite.

On commence à mesurer l'ampleur de l'offensive patronale — le contrecoup de la faute stratégique du programme commun et de la restauration de la social-démocratie. Seule la lutte, la lutte pour la progression de la force patronale. Peut-on en lire les prémisses dans les luttes des travailleurs de l'E.D.F. ?

J. MAILLET

(1) « *Le Matin* », du 18 septembre 1986.
(2) La preuve à fournir doit être par le plaignant, c'est-à-dire le salarié qui devra prouver que le motif économique invoqué était faux.

Terrorisme une piste sérieuse

VOILÀ deux semaines que Paris n'a pas été touché par un quelconque nouvel attentat. Les salles de rédaction sont sur les dents, les flics aussi, on apprend dans un entrefilet qu'un des blessés a succombé à ses blessures (pas de quoi faire une « Une » ?).

Nos chers quotidiens sont donc obligés de faire leurs choux gras de pistes sûres mais chaque jour différentes, de « sources autorisées » plus fumeuses les unes que les autres et de sources policières qui, elles, ne sont pas autorisées à être divulguées au *vulgus pecus*. Autrement dit, la lutte contre le terrorisme continue quand même... et si ce n'est lui c'est donc son frère (air bien connu).

A la rédaction du *Monde libertaire*, on sait qui est coupable mais on a jusqu'à présent hésité à vous le dire car les indices étaient maigres. A la suite d'une lettre anonyme reçue le lendemain de l'attentat rue de Rennes, on pencherait pour la thèse des vigiles.

On le sait, ça va faire beaucoup de bruit, des têtes vont tomber mais rien ne pourra stopper notre volonté de connaître enfin la vérité sur les vrais manipulateurs.

Qui peut s'indigner de ces innocentes victimes défigurées, déchiquetées ou juste handicapées pour

la vie et, en même temps, se frotter la panse car les affaires sont florissantes ?

Qui peut se permettre de vous fouiller à l'entrée des magasins, voire de vous molester si vous n'obtempérez pas, en toute illégalité ?

Qui commandite ces pauvres types à 4 000 balles par mois, chargés de vous prévenir au cas où vous transporteriez une bombe dans votre sac ?

Les patrons des officines de surveillance, de maîtres-chiens, d'intervention, de je-ne-sais-quoi-encore... Ce sont eux les vrais coupables !

Vous êtes prévenus, cette nouvelle piste risque de faire du bruit, d'autant plus que les suspects sont plusieurs milliers bien entraînés, encadrés par des responsables très compétents et que leurs activités débordent du cadre d'une simple enquête sur le terrorisme d'Etat. Ils sont partout : dans la finance, la politique, l'armée, même la haute-couture est touchée... Vous le constaterez si vous osez encore sortir de chez vous après avoir lu ces quelques lignes. Cet automne, la mode est au para-militaire. Pour résister, il faut s'organiser et surtout rester vigilants !

VIDOCQ

Le service civil contre le droit au travail

DEPUIS la loi de juillet 1983, l'étendue des associations pouvant accueillir et se servir des objecteurs de conscience a permis de marginaliser encore un peu plus les objecteurs en situation d'insoumission ou de désertion. L'objecteur affectable est une denrée intéressante pour le secteur associatif et celui-ci s'en sert allégrement.

Dans les centres d'informations pour la jeunesse, les petites annonces fleurissent pour trouver des objecteurs : M.J.C., centres sociaux, associations de consommateurs, etc., recherchent de plus en plus d'objecteurs. Cet engouement pour les objecteurs est certes compréhensible : main-d'œuvre gratuite, corvéable selon les besoins, sans droits politiques et syndicaux. Mais cela ne leur suffit plus, les associations deviennent de plus en plus exigeantes sur la qualité des objecteurs. Dernièrement, des M.J.C. réclamaient des objecteurs avec « *expérience comptabilité exigée* », des radios locales demandaient des objecteurs « *animateurs confirmés* ».

Pour toutes ces associations, un nouveau cap est franchi, l'objecteur n'est plus le réfractaire à l'armée mais bien une main-d'œuvre lucrative comme les T.U.C. et autres jeunes volontaires. Ce n'est plus les motivations philosophiques et politiques qui font l'objecteur, mais bien sa capacité à fournir un travail exigé. Quelques objecteurs affectés remettent en cause les conditions de travail dans lesquelles ils exercent le service civil. Mais sans perspective de lutte collective, leurs oppositions se cantonnent à des demandes de mutation de plus en plus fréquentes.

Après la vague de procès contre les insoumis totaux, les procès contre les objecteurs insoumis, gageons que le tour de vis contre les objecteurs en service ne va pas tarder. En voulant faire taire les plus réfractaires d'entre nous, c'est tous les acquis de l'objecteur qui finiront par être rognés. Souvenons-nous du recul des socialistes lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, concernant les droits de l'homme. Croyez bien que la droite ne se gênera pas pour réduire encore un peu plus l'espace de révolte qui nous reste, surtout avec le climat qui lui est favorable aujourd'hui.

FRANCIS (Gr. de Rennes)

INTERVIEW DE PHILIPPE CUVELIER

Je préfère le grand jour et le cinéma

objecteur insoumis ! C'est un choix de vie ?

Philippe Cuvelier : Oui, je veux dénoncer la militarisation insidieuse de la société spectaculaire marchande et la séparation volontairement entretenue des individus. Si j'ai opté pour le statut d'objecteur c'est parce qu'il a été obtenu par des luttes et que j'adhère à celles-ci. Je reste civil et non-militaire. Le service civil de l'objecteur fait partie du service national, donc s'insoumettre au service civil c'est s'insoumettre au service militaire. Je fais une démarche relativiste et non dogmatique. Je ne crois pas au monde tout beau, tout gentil. Il faut expérimenter la prise de conscience tous les jours, c'est pour ça que je m'insoumets. C'est une démarche unitaire et intersubjective. En tant que gens, tu en fais des choses c'est comme balancer des bombes d'un avion ou dans la foule. La vie ne peut être considérée que dans le besoin des autres.

— M.L. : Comment as-tu préparé ton procès ?

— P.C. : D'abord ma démarche est collective, depuis longtemps j'appartiens à des collectifs d'insoumis (C.A.I.O.) ou de soutien aux réfractaires (C.S.R.) et au « Café du Lundi » regroupant des gens pour un dépassement radical de la société. Avec eux, j'ai préféré un procès qu'une cavale avec les flics au cul. Bref, je préfère le grand jour...

— M.L. : Comment se fait le soutien ?

— P.C. : En faisant circuler des pétitions, envois de télégrammes, en participant à des émissions sur Radio-Libertaire, en écrivant dans le M.L., « Objections », « Avis de Recherche » et en s'aidant sur le plan judiciaire. Ainsi j'ai déposé des conclusions, artifices juridiques, en langage clair ce sont des questions écrites auxquelles le juge doit répondre. Ces conclusions sont soit personnelles soit proviennent de gens déjà passés en procès (Frédéric Arenoux, Morel, etc.). Je ferai

(Babeth) n'étant là que comme complice pour faire respecter les droits de la défense. Pour cela j'ai beaucoup lu les codes et les pactes.

UN NOUVEAU FILM EN TOURNAGE

Coproduction : Comité de soutien aux réfractaires, C.A.I.O., F.A., U.P.F., M.O.C., et individuels.

Durée du tournage : illimitée (prise de vues réelles le 4 novembre 1986, à la 16^e chambre de Paris).

Acteurs : plein... Philippe Aizpuru, Christophe Pottier, Philippe Cuvelier, etc.

Castings : Encore Plus.

Couleur : sans.

Le premier plan se situe à un carrefour parisien, pendant une nuit printanière. Les rues sont bourrées de frites et de pizzas. Les flics « gaffent » à tous les coins de rues. La caméra est fixe. Les policiers interpellent, c'est l'heure où l'on flâne...

Le plan suivant est plus serré : une camionnette blanche et bleue sur laquelle est inscrit « O.L.I. » sert de premier plan. Dans la camionnette, deux flics interrogent un homme barbu aux yeux bleus-noirs. Le bruit de la circulation s'éteint sec, la C.B. entonne : « positif », la conversation entre les différentes personnes reprend.

— Vous êtes fiché, qu'est-ce que vous avez fait ? demande un pandorew

— Je ne sais pas, pourquoi ? répond le barbu.

— Eh ! vous êtes « positif » sur le central ! (Un sourire en coin rempli d'aise le policier qui retira son képi pour aérer sa chevelure luisante.) Eh ! ce coffre de votre voiture, vous me l'ouvrez ou pas. Eh ! l'objecteur, vous êtes marié, vous travaillez, eh !

NOUS ne céderons pas au chantage terroriste. Vous avez beau agiter sous notre nez les cadavres de la rue de Rennes, vous ne nous ferez pas trouver meilleure l'odeur de votre démocratie.

Vous avez plein la bouche des valeurs et des libertés démocratiques quand pas moins de cinquante réfractaires à l'armée crouissent dans les prisons. Anarchistes, pacifistes ou témoins de Jéhovah, ils paient cher l'étrange idée que vous vous faites de la liberté d'opinion.

Allez monsieur, on ne pontifie pas sur l'exercice de la terreur le doigt sur le bouton de la force de frappe. On ne prêche pas le respect de la vie quand on vend les moyens du meurtre sur toute la planète. Vous êtes un clown pas moins sanglant que d'autres.

Paris s'est couvert de policiers. Ils traquent le faciès comme ils l'ont toujours fait mais c'est aujourd'hui une tâche patriotique. On a placardé sur les murs les visages des suspects, tabassés et expulsés des hommes qui n'étaient

suspectés de rien. On a institué des contrôles aux frontières et aux portes des supermarchés. Rien qui puisse gêner les assassins. Il ne s'agit d'ailleurs pas de cela mais de faire croire à la guerre. A la guerre, c'est-à-dire et surtout à la nécessaire Union sacrée de tous autour de l'Etat.

Il a suffi à une demi-douzaine d'assassins de quelques kilos d'explosifs et de moins de morts que la route n'en produit un week-end de Pentecôte pour bricoler une image de guerre suffisamment crédible pour que le deuxième personnage de l'Etat s'en saisisse aussitôt. Et vous avez approuvé. C'est la guerre, dit-on aux braves gens ! Va pour la guerre ! Ils pensent, parlent et demain agiront en conséquence. La haine des « Arabes » s'exprime de plus en plus ouvertement. Vous seriez mal fondé à vous en étonner. La guerre réclame et justifie l'union de tous les patriotes. Or cette pseudo-communauté n'a — ne peut avoir — comme ciment que le racisme et la xénophobie. C'est l'Etat qui a donné le mot. C'est votre œuvre aussi bien que celle des assassins.

Le 2 octobre prochain (1), cinq libertaires seront traduits devant le tribunal correctionnel de Rennes pour avoir refusé tout service national qu'il fut militaire ou civil. Il est vrai qu'ils concluent l'armée française comme certain poète dont votre gouvernement a salué avec émotion la dépouille. Mais le poète chantait l'Armée rouge et le Guépéou, tandis que les cinq de Rennes avaient tous les uniformes. Depuis que vous êtes au pouvoir, les années de prison tombent sur les réfractaires plus dru que sous le règne de la droite. Et vous, vous continuez à parler de

liberté (mes hommages à madame !).

J'entends déjà le procureur de la République requérir contre mes camarades au nom de l'Union Nationale, des temps troublés que nous vivons, du défi lancé à la démocratie et autres fadaïses de circonstance. Il pourra leur donner en exemple tous ceux, tortionnaires de la guerre d'Algérie, admirateurs du Goulag, assassins de Machoro, dynamiteurs mercenaires, qui se pressent à l'appel de l'Etat. Tous enrôlés contre la « barbarie ». Laissez-moi rire !

Objecteur de conscience, insoumis au service civil depuis 1976, j'ai commis le même crime que les jeunes libertaires que l'on va juger. Vous vous êtes débarrassé par l'amnistie de 1981 de plus de trois mille de mes semblables. J'ai donc prêché d'exemple sans jamais être poursuivi. J'ai, dans un guide pour les adolescents intitulé *Ni vieux ni maîtres* (1979) décrit en détail les moyens de refuser tout service national. A l'heure où des jeunes, de dix ans mes cadets, risquent leur liberté pour les mêmes convictions que j'ai toujours défendues, je persiste et signe.

Nous ne céderons pas au chantage terroriste de l'Etat.

L'état de siège que vous voulez décréter dans les esprits avant de l'instituer dans la rue ne m'empêchera pas de vomir la France et son armée, vous, votre grande culture, vos juges, vos flics et vos maisons d'arrêt.

Claude Guillon

Claude Guillon, écrivain, est co-auteur de « *Ni vieux ni maîtres* » (1979) et de « *Sulicide, mode d'emploi* » (1982) (N.d.R.).

(1) Cf. « *Monde libertaire* » n°630 (N.d.R.).



Communiqué

FACE aux récents événements, la Fédération anarchiste tient à affirmer sa désapprobation face à des actes comme ceux qui viennent de se produire et qui frappent des personnes innocentes. Comme elle avait tenu à le souligner lors de son dernier congrès, la Fédération anarchiste se désolidarise totalement avec ce type d'actions quelles que soient leur provenance et leur contenu.

Cependant ces attentats ne sauraient justifier à nos yeux l'attitude du gouvernement, qui profitant du choc de la population, tient un discours hautement sécuritaire afin de poursuivre et accentuer ses mesures liberticides (interdiction de manifester, expulsions arbitraires...).

Aujourd'hui, la France paie les fruits d'une politique impérialiste qu'elle a menée au Proche-Orient. Nous, anarchistes, qui sommes opposés à toute politique guerrière et qui condamnons tout type d'impérialisme d'où qu'il vienne, tenons à dénoncer la stratégie des Etats qui porte en elle la logique terroriste. Les attentats tombent à pic pour faciliter le délire sécuritaire de Pasqua qui d'une part ne justifie en aucune manière la militarisation de la société et qui d'autre part ne saurait nous faire oublier que la véritable insécurité est celle de l'Etat.

Fédération anarchiste

PHIL

LES ANARCHISTES CONTRE LE TERRORISME

« Ceux qui, tout en parlant d'émancipation, justifient, excusent ou pratiquent le terrorisme, ne portent pas seulement du sang sur les mains. Ils tiennent du fil barbelé dans leur bouche. »

P. Fontana

ASSURÉMENT, concernant tout ce qui touche au terrorisme, la confusion règne dans les esprits. L'incohérence n'épargne personne. Des salles de rédaction au « Café du commerce », en passant même parfois par les milieux contestataires, elle fait des ravages.

Pourtant, le sang sur les trottoirs indique bien que l'heure n'est plus aux « gargarismes » et à l'ambiguïté. Le feuilleton macabre dont nous devons tourner les pages, dents serrées, depuis plusieurs semaines en annonce bien d'autres, malheureusement.

Sachant que c'est grâce au silence, à l'ignorance et dans la confusion que s'élaborent et s'assemblent les mécaniques totalitaires, l'urgence est donc à la parole, à la clarté... et à l'intransigeance.

Le choix des armes

Dans les conflits qui opposent le Travail au Capital, les sociétés aux Etats, des données politiques, économiques et culturelles conditionnent le choix des formes de lutte à adopter pour parvenir à l'émancipation.

Une de ces formes, la violence, pose de nombreux problèmes éthiques à ceux qui prétendent défendre des conceptions humanistes et sociales tout en ayant la volonté d'être les agents actifs d'un changement radical.

Le bon sens et cent cinquante ans d'expérience ont forgé aux anarchistes une position limpide sur le sujet.

Le recours à la violence, voire à la lutte armée, peut parfois se justifier, notamment dans les contextes imposés par des régimes dictatoriaux, nationaux ou impérialistes. Qui reprocherait par exemple aux travailleurs espagnols d'avoir pris les armes en 1936 pour combattre le coup d'Etat fasciste et tenter, du même coup, l'expérience socialiste libertaire ? Qui encore reprocherait aux résistants français et internationaux d'avoir combattu les troupes allemandes et collaboratrices sous l'Occupation ? Pour autant, ce recours aux armes, quand les conditions l'exigent, n'autorise pas à faire l'économie de l'éthique et de la cohérence ; l'adoption momentanée d'une conduite de « combat » ne signifiant pas, pour les anarchistes, que tout soit (d'un seul coup) permis ou que la fin justifie les moyens.

Par ailleurs, le constat a été fait qu'en période de paix sociale et sous régime démocratique, le recours à une stratégie « militaire » de subversion, non seulement ne faisait pas avancer d'un pouce la cause révolutionnaire, mais tendait à renforcer les appareils de contrôle et de domination, et à restreindre les champs des libertés (sans parler même de la criminalisation par amalgame des autres formes de contestation).

Ce qui dans tous les cas est certain, c'est que jamais l'usage de la violence n'a pu, et ne pourra, remplacer le travail quotidien d'éveil et de canalisation des prises de conscience vers l'action. Jamais la violence ne pourra remplacer le travail de promotion à tous les niveaux du Social, de l'Economique et du Culturel, des modes de gestion et d'administration propres à émanciper les sociétés et les hom-

mes du joug des pouvoirs et de l'exploitation (responsabilité, gestion directe, fédéralisme).

Les Etats de la terreur

Donnant naissance il y a deux siècles à l'Etat moderne de type national, la Révolution française accouchait du même coup d'une redoutable technique gouvernementale : le terrorisme. Les exécutions sommaires et massives opérées souvent sans grand discernement donnèrent alors son style au « gouvernement de tous par la terreur » au nom de la Nation (devenue souveraine) et du Salut public.

Comparer le bonnet phrygien aux « chemises brunes » de Munich ou aux foulards écarlates de Pnom-Penh serait à la fois absurde et dangereux. Jamais les procès expéditifs ni même les cadences infernales imposées au tranchant des guilotines ne purent atteindre les sommets d'abomination que représentèrent la déportation, la mise en esclavage et l'extermination de millions d'individus. Toutefois, il faut bien convenir que bien des Etats à la suite ont emboîté le pas de la terreur programmée, portant à bout le processus, dans le but d'asseoir ou de renforcer leur pouvoir.

Le « catalogue des supplices » établi sous forme de rapports annuels par les organisations humanitaires internationales en apporte la sinistre confirmation. Qu'il se pare des couleurs du fascisme, du marxisme ou de la religion, le terrorisme apparaît toujours et partout comme un phénomène d'essence gouvernementale, étatique donc, à caractère militaire et policier. Car la terreur, par l'insécurité qu'elle instaure, vise avant tout à la conquête des esprits, à leur manipulation.

La machine infernale

La mécanique terroriste reste, tout compte fait, d'une épouvantable simpli-

cité. Dans un premier temps, l'Etat (en place ou à venir) exerce sa violence ; dans un second il la médiatise (et distribue son écho). Tuer n'est pas tout, il faut tuer sans discernement, et le faire savoir. Moins le discernement est grand, moins précise est la cible, plus la terreur est grande puisque tous les membres de la communauté humaine à qui s'adresse le « message » deviennent des victimes potentielles.

Le terrorisme, on le voit, opère bel et bien par la mise en scène de la violence. Les réflexes de survie, l'instinct individuel de conservation font le reste. La suspicion généralisée se développe, détruisant des tissus de solidarité, au sein des classes, des groupes, et même des familles. Déstructurée, atomisée, la société n'en devient que plus docile au gouvernement.

Rien d'étonnant à ce que le terrorisme ait pris sa vraie dimension au milieu de ce siècle avec l'avènement de la communication de masse. Le régime nazi fut d'ailleurs le premier à l'exercer avec autant d'efficacité et d'ampleur.

A l'organisation des masses guerrières (avec appels au sacrifice de victimes expiatoires) répondait l'écho des exécutions sommaires, des attaques de locaux et manifestations ouvrières ou juives. Les médias alors en plein essor (cinéma, presse, mais surtout radio) relayant le tout, donnant une résonance « envoûtante » à l'habile couplage de propagande et de terreur.

Tous les Etats ont eu, ou ont encore recours, aux ressources inépuisables du terrorisme, à des degrés divers il est vrai. Les démocraties elles-mêmes ne sont pas en reste quand sont décrétés les « états d'urgence », ou dans des situations de type impérialiste. Un « bon » exemple est celui des Etats-Unis qui, par leurs campagnes répétées de « conquête de l'opinion » vietnamienne (liant les moyens de

l'informatique, de la statistique à ceux qu'offrent le fusil M.16 et les bombes à billes), décimèrent volontairement la population civile.

La terreur dans tous ses états

Bien sûr le mot « terrorisme » sonne aujourd'hui d'une autre manière. S'il est perçu comme un phénomène subversif, c'est que des factions, groupes, partis visant par tous les moyens la conquête du pouvoir, ont su retourner, en quelques dizaines d'années, la méthode contre les gouvernements en place ; en récupérant la force d'impact des médias par le caractère spectaculaire de leurs actions (d'autant plus facilement que le système capitaliste autorise de plus en plus la gestion et la distribution de l'information par le secteur privé — presse « indépendante », radios et télévisions privées, etc. Car tout se vend, y compris le sang.

Dans certains milieux de la contestation « pragmatique », on tente de trouver du bon ou au moins de bonnes raisons à certains actes de terrorisme. Bien sûr un fasciste combattant n'est pas un communiste combattant et le terrorisme subversif se compose de multiples courants. Et pourtant... Qu'il constitue un acte « révolutionnaire » ou « anti-impérialiste », qu'il soit un acte de guerre inter-nationale clandestin (entre Etats ayant des capacités militaires classiques trop ou trop peu équilibrées pour risquer un conflit ouvert), il est avant tout un acte de pouvoir à caractère dictatorial. La diffusion d'un « message sanglant », en tant qu'action psychologique visant à prendre en otage une population ou à lui faire adopter une « opinion » sous la contrainte, la peur, ou le dégoût est une opération d'essence manipulative, donc autoritaire.

Cette manipulation est d'autant plus facile à réaliser par les groupes subversifs qu'ils se réfèrent à des idéologies « à finalité », pour lesquelles la vie humaine, les humains donc, pèsent peu de poids au regard de l'Histoire ou de la Divinité.

L'anarchisme contre le terrorisme

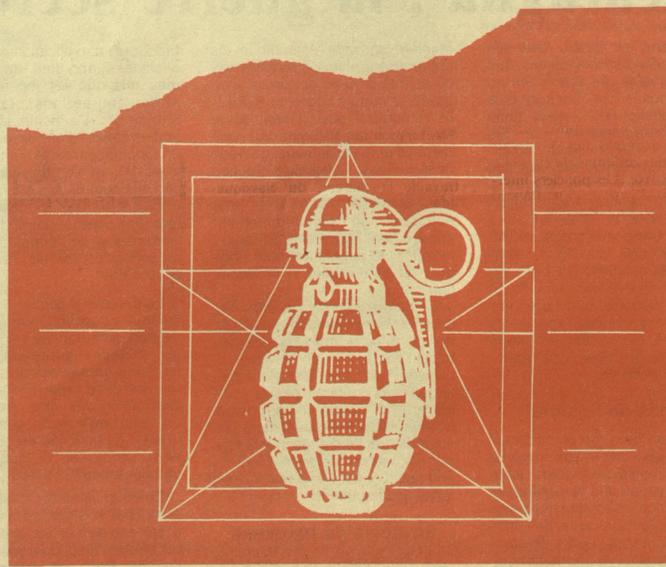
Derrière le terrorisme se cache toujours l'Etat, celui en place ou celui qui vise à le remplacer. Théoriquement, il apparaît comme une méthode (en voie de développement) de cet art de gouverner qu'on appelle « la politique ».

Stratégiquement (l'histoire de nos pays voisins, notamment l'Italie, le prouve), le terrorisme tend à renforcer la répression à tel point que la distinction entre subversion et provocation devient impossible (les Etats créant leur propre terrorisme interne).

Soudant les populations à leur gouvernement « protecteur », il tend à réaliser le plus réactionnaire de tous les compromis historiques, celui visé par toutes les dictatures : l'union de l'Etat à ses sujets sur des bases sécuritaires.

Pour toutes ces raisons, mais aussi parce que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, le terrorisme doit être dénoncé et combattu. Il doit trouver dans les anarchistes ses plus irréductibles ennemis.

Luciano LOIACONO



MALAISIE

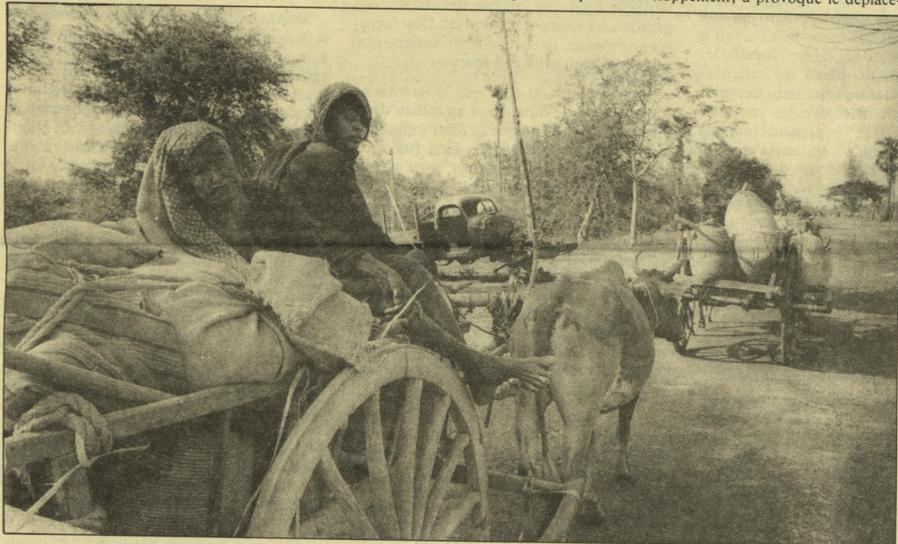
Non au barrage de Bakun !

Le gouvernement malais est sur le point d'entreprendre la construction du plus grand complexe hydro-électrique de l'Asie du sud-est. Le barrage, situé dans la région forestière de Sarawak, devrait submerger les terres de plus de 5 000 indigènes. L'opposition a été immédiate : les populations locales ont organisé une campagne de résistance commune contre ce projet de barrage qui signifie l'expropriation de leurs terres et l'anéantissement de leur mode de vie.

Boom économique et projet « Bakun »

Le Sarawak, Etat du sud-est de la Malaisie, s'est récemment converti en un pôle de développement majeur. La diversification de l'économie, due à la chute du marché de l'étain et de l'huile de palme, s'est traduite par une course à l'industrialisation et au commerce du bois. Le développement rapide a considérablement accru les besoins en énergie bon marché et pour résoudre le problème, les responsables du projet se sont tournés vers les rivières du Sarawak et les collines de drainage de l'intérieur. Ces hautes terres, habitées par les populations indigènes, représentent pour les spécialistes des zones favorables à l'établissement de centrales hydro-électriques.

Si le projet « Bakun » se concrétisait, il représenterait le plus important complexe hydro-électrique du sud-est asiatique. D'une hauteur de plus de soixante mètres de béton armé, retenant les eaux du lac de la taille de l'île de Singapour, ce barrage aurait une capacité de 2 400 M. W. Son coût est estimé à deux milliards de dollars américains. Ce projet a sérieusement été critiqué par certains membres du gouvernement qui le considèrent comme une lourde charge imposée à l'économie nationale. Selon les calculs de certains organes de presse, si les fonds proviennent de l'étranger, le projet pourrait augmenter la dette extérieure de 20%.



Le ministre des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement a, pour sa part, émis des réserves dans d'autres domaines. En effet, le projet inondera 69 000 hectares de forêts et de terres cultivables appartenant à plus de 5 000 autochtones. Bien que quarante-cinq millions de dollars aient été prétendument alloués au logement des groupes tribaux, le ministre pense à juste titre qu'« ils ne sauront sans doute pas faire face aux changements, ni adopter un nouveau style de vie. Il sera difficile de les reloger. Nous devons tenir compte de leur volonté. »

Un gouvernement criminel

D'autres porte-parole du gouvernement soutiennent que le projet est destiné à aider les groupes tribaux du Sarawak en favorisant le développement économique. Selon le gouvernement de la région, la construction du barrage est « la seule façon » d'ouvrir et de « développer le Bakun ». Il a aussi déclaré que les groupes tribaux « attendent impatiemment que le projet se réalise pour être relogés, avoir un nouveau style de vie, faire d'immenses plantations, et créer une ville nouvelle pour contenir la population de plus de cinquante maisons collectives, ce qui est l'attribut des gens normaux... ».

Les garanties données par le gouvernement aux indigènes ont été reçues avec scepticisme : « Nous ne croyons plus aux promesses ronflantes », a déclaré un vieux sage en protestant contre le projet du barrage, « bien trop de promesses du gouvernement n'ont jamais été tenues ». En outre, les groupes tribaux n'ont qu'à observer ce qui est arrivé aux Ibans, relogés par le projet de Batang Ai, pour se rendre compte de ce que l'avenir leur réserve.

Ce projet, un barrage relativement modeste, financé par la Banque asiatique de développement, a provoqué le déplacement

de plus de 2 800 personnes. Les Ibans dont la majorité s'était, dès le début, opposée au logement l'ont finalement acceptés contre la promesse de logements, de la gratuité des services de l'eau et de l'électricité, et de l'octroi de onze acres de terres ensemencées par famille. Cependant, bien qu'une indemnité substantielle leur ait été versée pour compenser la perte des terres et des récoltes, aucune de ces promesses n'a été tenue et le programme de logement s'est révélé désastreux. Une grande partie de ceux qui ont été déplacés, peu familiarisés avec l'économie de marché, ont épuisé leurs ressources dans des articles de luxe tels que voitures ou motos. N'ayant pas réalisé que ces indemnités représentaient leur unique capital et que celui-ci devait leur servir à payer les logements et équipements fournis par le programme gouvernemental, ils se retrouvent aujourd'hui considérablement endettés.

En août 1985, le Premier ministre s'est rendu au Sarawak pour inaugurer le projet « Batang Ai ». Déclarant que le coût de l'électricité produite par le programme était plus élevé que prévu, le docteur Mahatir Mohamad doubla ses torts d'un affront en attribuant cette augmentation aux sommes « ridiculeusement élevées » qui avaient été accordées à titre d'indemnités aux personnes déplacées. Les Ibans réclament, en effet, au gouvernement plus de trois millions de dollars américains en tant qu'indemnités encore impayées.

L'échec du programme de logement de Batang Ai et la mauvaise foi flagrante du pouvoir devant les revendications des groupes tribaux ont renforcé l'opposition au projet de Bakun.

Non au barrage !

Les indigènes qui vont perdre leurs terres à cause de ce projet démesuré font front commun. « Nous ne voulons pas bouger, disent-ils, nous aimons notre terre, nous la cultivons, nous y plantons des arbres fruitiers, nous y construisons nos maisons, nous y élevons et chassons les animaux, nous en retirons du bois et du jonc. Et c'est là que nos grand-pères et nos pères sont enterrés, nous ne pouvons pas les laisser l'inonder ». Connaissant le sort réservé aux tribus du Batang Ai, celles de Bakun demeurent impassibles devant les promesses de nouveaux logements, d'électricité, d'eau et d'argent. « Nous ne voulons pas que nos terres soient détruites. L'argent ne représente rien pour nous. Même si nous étions payés des millions de dollars, cet argent ne pourrait garantir notre survie », a déclaré un porte-parole autochtone affirmant que l'« on peut imprimer des billets de banque, mais (qu') on ne peut pas créer de la terre ».

Début 1986, les groupes tribaux ont rassemblé plus de 2 000 signatures de tous les opposants au projet du barrage. Dans la lettre jointe, adressée au Premier ministre, ils ont demandé à ce que les plans du barrage soient détruits : « Notre terre représente notre seule survie et l'inonder signifierait l'extermination de notre peuple ». Aujourd'hui, les autochtones attendent anxieusement. D'un jour à l'autre, le projet peut être confirmé ; ce qui signifierait le déplacement forcé de plus de cinq mille personnes. Conjointement à la détermination des tribus, l'opinion internationale doit dénoncer ce projet criminel.

Jean-Claude (Gr. Kropotkine)

Source : « Bulletin d'action urgente », septembre 1986, édité par Survival International, 16, rue Littré, 75006 Paris.

Nicaragua : la guerre secrète

LES élans de spontanéité créatrice des Nicaraguayens se brisent sur les écueils de la guerre totale. Le moyen d'action privilégié des Etats-Unis est le sabotage économique. Les moyens employés vont du livret de méthode de la C.I.A., expliquant le sabotage aux ouvriers et paysans, à l'attaque en règle des forces américaines.

Ainsi, Corinto (port où transite 90% du commerce extérieur) a été incendié par la C.I.A., ainsi que Puerto Sandino et Bluefields, après avoir été minés par les plongeurs américains en 1983. L'aéroport de Managua a été bombardé par l'aviation américaine en 1985.

Les Etats-Unis mettent en coupe réglée les pays limitrophes par des manœuvres gigantesques qui ont engagé jusqu'à 10 000 soldats américains au Honduras en 1985 ; Costa Rica, où une armée a été spécialement créée en 1985 ; Honduras, qui est devenu un protectorat du Pentagone ; Salvador, où paramilitaires équipés par les Américains attisent la guerre civile ; Guatemala, avec le génocide, lui réel, des Indiens.

La guerre est totale, mais elle est devenue secrète depuis que les sandinistes ont établi des no man's lands le long des frontières pour empêcher l'occupation d'une zone nicaraguayenne par les « contras ». La tactique américaine est désormais axée sur des opérations commando d'un style classique, mais sans pénétration de troupes à la suite en zone ennemie. Les commandos, en tactique militaire classique, sont acheminés par terre, mer ou air, en terrain ennemi avec un objectif précis à détruire pour préparer l'avance des troupes, ensuite ils courent et s'enterrent en attendant l'invasion. Bref, une opération entre militaires.

Raids de l'ombre

Au Nicaragua, les commandos de « contras » pénètrent en général par la jungle de la côte atlantique (Zelaya) au sud et au nord, ils font irruption au centre du pays, souvent déguisés avec des insignes sandinistes. Leurs objectifs sont toujours civils : fermes, hôpitaux, écoles, transports, usines... Ils tuent le maximum de gens de

manière sauvage et sadique (ils ont réalisé un film de propagande où ils font creuser sa tombe à un paysan avant de l'égorger !). Puis, ils retournent dans l'inextricable forêt vierge qui recouvre la moitié du pays et tuent au passage quelques Indiens. Cette stratégie vise à créer l'isolement des sandinistes : paralyser l'économie pour entretenir un mécontentement appuyé par l'Eglise et le patronat ; terroriser la population pour engager sa participation à la révolution.

La guerre secrète est très efficace car elle coûte des millions de dollars au pays, mais les sandinistes ont compris qu'un service tout-puissant de contre-espionnage, type Tcheka, n'était pas la meilleure arme contre le terrorisme. Les services américains n'ont pas compris que l'indignation suscitée par les massacres de la « contra » entraîne un effet inverse à celui qu'ils escomptaient.

Stratégie de partisans

La mobilisation des civils est organisée par les Comités de défense sandiniste (C.D.S.) ; leurs

brochures d'explication en bandes dessinées abordent des problèmes tels que les incendies, les abris anti-aériens, les soins d'urgence... De même, la distribution massive d'armes aux civils, en priorité dans les zones à risques (1), et l'organisation de la sécurité confiée aux habitants des quartiers par les milices permettent une riposte immédiate aux « contras » et constituent un garde-fou contre les risques de coup d'Etat.

La défense incombe à la population. La conception de la guerre de partisans domine encore chez les stratèges nicaraguayens car les civils sont considérés comme une base de repli et d'appui. La destruction des villes entraînerait un retour au maquis et à la tactique de guérilla liée aux organisations syndicales et aux C.D.S., comme en 1978-1979.

Comme nombre d'institutions étatiques, la structure de l'armée a été copiée sur les expériences historiques de la bourgeoisie occidentale. Bref, pas d'élection des officiers, ni de comités de soldats. Mais pas de répression de

l'expression des idées politiques. La conscription a été adoptée après quelques années de révolution car ce sont toujours les mêmes qui étaient au front. En cas de guerre populaire prolongée, le volontariat spontané et militant ne suffit physiquement pas comme le montre l'histoire : le II^e congrès des makhnovistes l'adopta en février 1919, de même que la C.N.T. espagnole en octobre 1936. Cependant, le droit nécessaire à l'objection de conscience est inexistant au Nicaragua, mais il est réclamé par l'Eglise et la droite !

Apparences et réalités s'enchevêtrent si bien dans cette guerre secrète, où un paquet de café acheté en Europe et un outil envoyé aux charpentiers de León (2) constituent des enjeux stratégiques. Solutions politiques contradictoires qui désorientent l'Occidental loin d'un univers métis aux galaxies culturelles opaques.

Xavier MERVILLE
(Gr. de Lille)

(1) Frontières, usines, zones de récoltes d'exportation.

(2) Voir « Monde libertaire » n°628.

SUISSE

« Espace Noir »

BOURGADE d'environ 5 000 habitants, située au fond d'une vallée étroite entre Bienne et La Chaux-de-Fonds, Saint-Imier vit ou plutôt vivait presque exclusivement de l'horlogerie.

Jusqu'au début des années 70, tout va bien, les industries tournent à plein, tout est organisé et encadré, le village compte alors environ 6 700 âmes. Et puis... plus rien ! Les usines licencient, puis ferment ou se restructurent. Une partie de la population fuit cette zone sinistrée, les vieux Imériens restent, effondrés, vidés par la catastrophe que personne ne croyait possible.

Dans ce naufrage, quelques individus tentent de surnager, refusent de mourir noyés dans l'attente interminable. Regroupement. Puis les choses se précipitent : sur la rue principale, un bâtiment va être détruit pour faire place à... des garages. Révolte, refus d'une équipe à peine créée : sauver ce bâtiment, se l'approprier... et le rêve commence. Il doit être possible de faire ensemble quelque chose qui sorte des sentiers battus, tellement

battu qu'ils en deviennent impraticables !

En octobre 1984, les premiers jalons sont posés. La société coopérative « Espace Noir » est constituée par huit individus et le bâtiment est acheté.

Quelques réflexions de base

Observer la région d'une part, son état actuel et son passé (passé impliquant son présent, mais également passé enfoui profondément dans les tiroirs) qui marquait l'originalité régionale, sa culture. Et puis se situer dans le contexte politico-social général actuel.

A partir de ces deux données, un certain nombre de conclusions : société occidentale en crise, crise non seulement financière mais culturelle au sens premier, soit, et pour reprendre Nietzsche, marquée par une absence de valeur de sens et de désidérabilité (...). Face à ce phénomène, différentes options sont choisies que l'on peut résumer schématiquement en trois catégories.

La première est un refus d'accepter cette situation marquée par diverses crispations, de l'ordre d'une continuation du système actuel comme si de rien n'était — c'est-à-dire une croyance aveugle en l'institution —, parfois en cherchant à la revigorer, but des mouvements « néo » (nouvelles gauches, nouvelles droites, etc.) ; ou la crispation sur un passé (sectarisme, « écolobaba », marxistes purs et durs, anars nostalgiques, etc.).

La seconde, et c'est là une forte tentation chez les intellos gauchisants, c'est l'option « bourgeois désillusionné », le genre « tout est foutu, il n'y a plus rien à faire, tirons notre vie au mieux ». Facile lorsqu'on en a les moyens ! Finalement, et c'est pour moi la seule voie viable à long terme, la voie du nihilisme libertaire, soit celle du dépassement de la notion de stabilité pour une continue mise en cause des valeurs.

Saint-Imier 1985

Les seules forces sur lesquelles nous puissions compter, ce sont les nôtres. La chose n'est certes pas facile. Il faut réapprendre à penser par soi-même, redéfinir son appartenance culturelle, donc entre autres retrouver dans son passé les moments forts en imagination, en prise en charge. Il ne s'agit pas de recréer une Fédération jurassienne, mais peut-être en retrouver le dynamisme, l'individualisme collectiviste, tous ces principes stimulant l'initiative et la responsabilité individuelle, l'égalitarisme au-delà des différences en y ajoutant le dépassement perpétuel des valeurs.

Dans les petits papiers d'« Espace Noir », cela donne :

- liberté et responsabilité individuelles dans une expérience de collectivisme (marquée par l'unanimité requise pour toutes décisions) ;
- non violence ;
- non participation au système politique actuel ;
- égalité du travail, soit non prédominance du travail intellectuel sur le travail manuel ;
- salaires égalitaires indépendants de la valeur marchande du travail effectué ;
- acceptation de la confrontation avec toute idée ou opinion exprimée clairement et assumée pleinement.

A ce stade, « Espace Noir » est devenu un monument théorique... il est temps de confronter tout ça à une pratique !



Manifestation de locataires (Lausanne, 1970).

Nous nous sommes donc mis au boulot en attaquant, comme coopérative de construction, la rénovation du bâtiment. Deux nouveaux coopérateurs nous ont rejoint. Et bien entendu, la mise en pratique s'avère plus difficile que rêvée. L'équipe est très hétéroclite et les différences de compétences s'y font ressentir. Bon prétexte pour s'appuyer sur l'autre, pour recréer des petits chefs. La liberté, elle, est toutefois bien admise mais son corollaire, la responsabilité individuelle, beaucoup moins. Bref, le chantier n'est guère collectivement assumé. Ce gros machin si soudainement mis entre nos mains n'est pas vraiment ressenti comme nôtre.

Bon an mal an, avec du retard, des vides supplémentaires, la renouveau de deux coopérateurs et bien entendu un dépassement de crédit, les activités débutent en mars 1986.

Aujourd'hui l'outil existe

Il abrite au sous-sol un théâtre d'une contenance d'environ 100 personnes, un cinéma de 35 places ; au rez-de-chaussée, une disquerie, une librairie et une taverne ; au premier, le bureau de la coopérative et, en projet, un centre de documentation qui essaiera de réunir des éléments littéraires et historiques régionaux. La cage d'escalier et un puits central forment, sur deux étages, une galerie d'exposition. Le reste de la maison est occupée par des appartements.

Chacun de ces secteurs est sous la haute responsabilité d'un coopérateur, mais les décisions importantes sont prises collectivement. La gestion comme l'exploitation se font (ou devraient se faire) d'une manière globale, en complémentarité.

Deux nouvelles activités ont vu le jour : une permanence juridique et

un cours de français pour étrangers. Difficile, faute de place, de parler plus en détail des programmes et de l'organisation des différents secteurs, pourtant très significatifs des divergences individuelles.

La mise en pratique des idées libertaires, particulièrement dans l'environnement décrit, exige de chaque individu un engagement total. Il va de soi que le collectivisme anarchiste demande une remise en cause de ses habitudes de vie et de son mode de fonctionnement. Or, ce choix est difficile à assumer, nous nous en rendons compte, la tentation est forte de se préserver une petite sphère privée, de vie bourgeoise. Il est impossible pratiquement de se dédoubler, de s'engager pleinement dans une expérience de type libertaire tout en se préservant une « petite vie privée ». Nous n'en avons ni les forces ni les moyens.

Pourtant cela est, la prise en charge individuelle de la chose, le temps que chacun lui consacre sont aujourd'hui encore insuffisants, d'où tensions et finalement difficultés financières. Le manque de cohérence interne d'un projet clairement défini et assumé n'incite pas les personnes extérieures à s'investir dans cet espace. Il est clair que la mentalité attentiste et méfiante de cette région n'arrange rien, mais on savait tout ça avant.

Bref, nous sommes encore loin d'avoir atteint nos objectifs. La prise en charge individuelle de soi-même et de la coopérative, la cohérence interne et l'image portée à l'extérieur doivent être améliorées. Travailler, parler, nous parler et accepter de se remettre en question individuellement et collectivement doivent devenir les bases de notre « cuisine » libertaire.

Rel. Internationales (d'après « M.A. »)



« Pour le droit au logement, ça vaut la peine d'occuper ! » (Bâle, 1975).

ESPAGNE

Quelques informations

Répression syndicale chez Burger-King

A peine le syndicat C.N.T. était-il légalement constitué et déclaré que la direction procédait au licenciement de Rafael Pinero à seule fin d'empêcher sa désignation comme délégué de la section syndicale et sa candidature aux élections syndicales.

Les élections au comité d'entreprise, le 13 août, donnaient malgré toutes les intimidations et les manipulations électorales deux délégués pour la C.N.T. (19,4% des voix) et sept pour une liste « indépendante ».

On peut ainsi constater que les méthodes employées par cette société multinationale américaine sont bien les mêmes des deux côtés des Pyrénées.

Manifestation à Madrid des journalistes d'Andalousie

Diego Canamero, dirigeant du S.O.C. (Syndicat des ouvriers des champs) d'Andalousie, est emprisonné à Madrid et doit répondre devant la justice des occupations illégales de propriétés. Six cents journalistes sont également inculpés dans cette affaire.

Le 3 septembre, 300 journalistes sont montés à Madrid et se sont enfermés dans une église pour exiger la libération de leur camarade et l'arrêt des poursuites judiciaires.

Relations internationales (correspondance particulière)

=====
 souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.
 =====

Rencontre-débat avec Daniel Cohn-Bendit

La librairie du Monde libertaire reprend son programme d'animations-débats le lundi 6 octobre, à partir de 18 h, avec Daniel Cohn-Bendit autour de son livre : « Nous l'avons tant aimée, la révolution ». Personnage gouaillieur du mouvement étudiant de Mai 68, Daniel Cohn-Bendit a participé par la suite au mouvement alternatif en Allemagne fédérale. Il a été récemment encore candidat du parti écologiste des Verts aux dernières élections à Francfort. Des barricades de la rue Gay-Lussac à la démocratie parlementaire, un cheminement et un débat qui promettent d'être animés.

L'équipe d'animation

De la révolution au réformisme radical

DANS son dernier bouquin *Nous l'avons tant aimée, la révolution*, Daniel Cohn-Bendit se fait le chantre de ce qu'il croit être une nouvelle démarche politique : le réformisme radical. Pour lui c'est clair, et la plupart de ceux qu'il a interviewés abondent dans son sens, la révolution c'est non seulement dépassé mais de plus c'est dangereux.

A première vue, si on s'en réfère à certains témoignages figurant dans son livre, la révolution est effectivement dépassée. Qui aujourd'hui dans la population, au sein du prolétariat comme au sein des laissés-pour-compte en tout genre, souhaite que le champ social s'embrace aux cent mille feux de la révolution ? Les victimes de l'exploitation et de l'oppression ne préfèrent-elles pas la démerde individuelle à une démarche collective ? N'aspirent-elles pas à transformer un jour et à n'importe quel prix le plomb de leurs « échecs » en or pur « *made in* » réussite sociale ?

Dans ces conditions, à quoi bon s'user à essayer d'aller apporter la bonne parole à ceux qui ne veulent pas l'entendre. On ne fera pas la révolution contre la population. Et donc à quoi bon militer pour une rupture avec un système que personne ne rejette ? Mieux vaut essayer d'améliorer ce système qui, après tout, est quand même « mieux » que certains autres : suis-vez mon regard !

A première vue encore, toujours si on se réfère à certains témoigna-

ges figurant dans le dernier livre de Cohn-Bendit, la révolution semble être quelque chose d'extrêmement dangereux. D'une part, elle amène un certain nombre de ceux qui s'en réclament à sombrer dans le terrorisme et à dériver lentement mais sûrement de la lutte armée vers le fanatisme le plus sanguinaire. Et d'autre part, quand elle réussit à triompher elle ne parvient à rien d'autre qu'à mettre en place un système totalitaire cent fois pire que ce qui existait auparavant.

Aussi soyons clairs, nous disent la plupart des déçus de la révolution qui s'expriment dans ce livre : la démocratie ça a quand même du bon.

Certes, nous dit Dany Cohn-Bendit, il est nécessaire de la « reformuler », car ce n'est quand même « pas le rêve ». Mais du moins, « les gens peuvent choisir ». Et ça c'est fondamental. Et puis si on y réfléchit bien, nos idées de soixante-huitards ont été finalement assez bien intégrées par la démocratie. Alors à quoi bon chercher à détruire cet espace du possible ? Mieux vaut essayer d'améliorer ce système en jouant le jeu du réformisme. Radical, s'entend. En participant aux élections. En acceptant le pouvoir et l'Etat. En essayant d'en influencer ou d'en gérer les centres de décision.

Bref, soyons réalistes, demandons le possible ! Mais, mais... il y a une série de mais qui « interpellent » ce beau raisonnement.

Si on s'en réfère à l'histoire, en effet, et Wilhem Reich dans *Psychologie de masse du fascisme* nous a expliqué tout ça d'abondance, la population, laborieuse ou non, n'a jamais été révolutionnaire que quand elle ne pouvait faire autrement lors de crises très graves. Et donc si la révolution devait être dépassée aujourd'hui, cela voudrait dire qu'elle l'a toujours été. Mais comment pourrait-elle l'être puisque la situation n'arrive pas, fondamentalement, à changer et que l'exploitation et l'oppression du plus grand nombre par une minorité continuent à prospérer... même au royaume de la démocratie et du réformisme ?

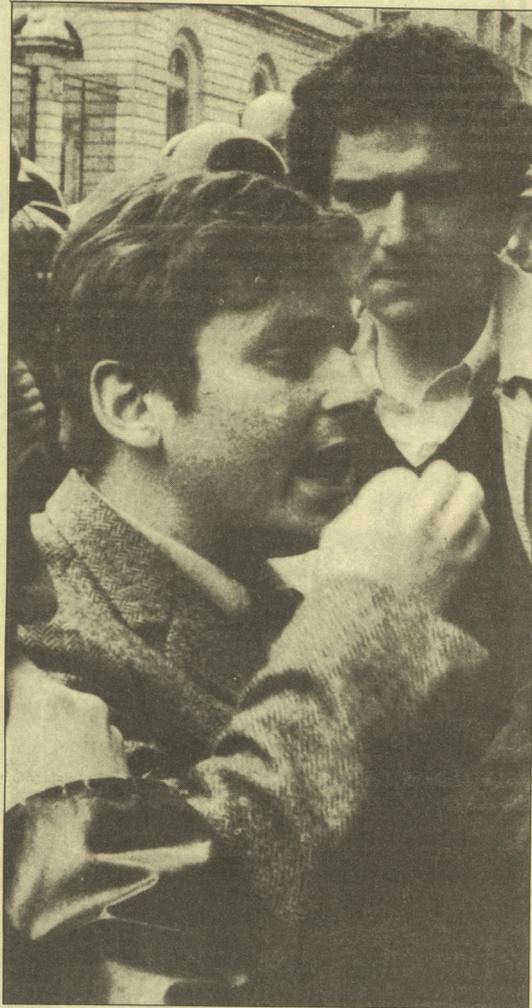
En fait, plutôt que la révolution ne serait-ce pas certains révolutionnaires qui seraient aujourd'hui dépassés ? Car, soyons sérieux, ceux qui brocardent aujourd'hui avec tant d'allégresse leurs idées de jeunesse avaient une conception bien particulière de la révolution et c'est ceux-là qui ont sombré dans le terrorisme avant-gardiste, imbécile et criminel. Et c'est ceux-là qui, quand ils ont réussi à s'emparer du pouvoir, ont fait pire que ceux qu'ils avaient vaincu.

Pour d'autres révolutionnaires, les libertaires, le problème ne s'est jamais vraiment posé en ces termes. Il n'y a pas davantage de fraction armée noire que de totalitarisme dans les pays où, comme en Espagne en 1936-1939, les anarchistes ont changé de fond en comble le système social.

Alors, plutôt que de « militer » pour une démocratie pourquoi ne pas se battre pour une révolution qui ne prêterait le flanc ni à la dérive terroriste ni à la dérive totalitaire ? Pourquoi ne pas faire preuve d'un peu d'imagination. La question mérite au moins d'être posée !

Jean-Marc RAYNAUD

DANIEL COHN-BENDIT
SUR RADIO-LIBERTAIRE
LE 6 OCT. — 11 H A 13 H



Dany dit « le Rouge » en mai 1968.

NOTE DE LECTURE

« Nous l'avons tant aimée, la révolution » de D. Cohn-Bendit

MAI 68 ça a toujours été mon Amérique à moi. Imagine ! T'as treize ans, des nattes, un cœur gros comme ça d'absolu, t'es pour les Indiens contre les cow-boys, tu rêves d'un prince charmant qui s'appellerait Robin des bois... et pendant que les grands (ceux de 20 ans) sont en train de vivre tes rêves dans le fracas d'un monde qui s'écroule malgré les charges endiablées d'un 20^e de cavalerie qui ne sait plus où donner de la matraque, tu dois te contenter de rêver ta vie parce que les parents t'ont enfermée à double tour dans ta chambre ! La révolution, Maylis, tu la feras quand tu seras plus grande !

Plus grande ! J'en pleurais ! Je les aurais bouffés ! La haine ! Et j'ai dû ronger mon frein. Quelques années. Le temps de me sentir assez grande. Assez forte. Pour oser couper le cordon. Pour oser être. Pour oser vivre. Et un jour, ça a pétié. « Bye bye dad ! » Bonjour la liberté, la vie, les luttes, l'espoir, la révolution ! Ohé les grands, j'arrive !

Mais déception, j'eus beau regarder partout autour de moi, pas trace de mes idoles d'un printemps trop bref. Tout juste quelques troisième couteaux ici et là, roides de trotskysme caporalisé et de maosisme militarisé. Mais de tous ceux que j'avais entraperçu dans mes rêves, de tous ces enrégés de liberté et d'égalité, de tous ces troubadours de l'espoir, de tous ces barbares féroces et joyeux... Point ! Evanouis, disparus !

Aussi, quand j'ai appris que l'un de mes disparus préférés avait mené enquête pour savoir quel avait été l'itinéraire des héros de mon adolescence, je me suis précipité sur son bouquin et je l'ai littéralement dévoré.

Il faut dire que ce genre de livre se lit bien. Difficile en effet de rester insensible à des témoignages aussi poignants que ceux de Hans Joakim Klein, Valério Morruci, Adriana Faranda. La lutte armée, l'engrenage terroriste, la fuite en avant permanente jusqu'à... Que de vies brisées, usées, gâchées ! Difficile également de ne pas vibrer en écoutant Gabriel Ceroni, J.-P. Duteuil, Barbara Koester, Abbie Hoffman... qui, pour avoir parcouru en tous sens les espaces infinis de l'éternelle révolte de la jeunesse, n'en continuent pas moins vingt ans plus tard à crapahuter hardi tiens bon sur les chemins escarpés de la nouvelle jeunesse de la révolte. Difficile enfin de ne pas hurler de rage devant le patchwork de cynisme et de pitoyable qui suinte goutte à goutte des propos de ces arrivistes chromosomiques que sont les July et autres Jerry Rubin !

Mais s'il se lit bien, ce livre ne m'a cependant guère apporté d'élément de réponse par rapport à mon interrogation initiale. Les témoignages c'est bien, mais une vingtaine d'itinéraires personnels ça ne permet que de se faire une vague idée de l'itinéraire d'une génération. Pire, le choix des témoignages m'a laissé perplexe. Pourquoi n'avoir pas interviewé certains anciens du 22 mars qui, aujourd'hui, à la L.C.R. ou ailleurs continuent à se réclamer de la révolution ? Pourquoi n'avoir interrogé qu'un seul libertaire qui, comme par hasard, est quasiment le seul à être resté fidèle à sa jeunesse ?

Pire encore, pourquoi se permettre d'être sarcastique à l'encontre d'un Roel Van Duyn qui, s'il « a l'imagination qui déraile », n'en continue pas moins à se battre pour les mêmes choses qu'il y a deux décennies, alors que l'on fait preuve d'une indulgence étrange à l'encontre d'un July et que l'on

discute « coulos » avec lui sur le meilleur moyen de reformuler la démocratie ? Et pourquoi, quand J.-P. Duteuil refuse de se laisser embarquer dans la galère de la défense de la démocratie bourgeoise, lui asséner à grands coups de mauvaise foi la question à cent balles qui traîne partout dans la presse d'Hersant : « Mais qu'est-ce que tu préférerais : vivre dans une démocratie bourgeoise ou dans une démocratie populaire ? »

Bref, j'ai comme l'impression que le choix des témoignages comme la manière dont ils ont été réalisés visent plus à étayer un itinéraire personnel... vers la défense de la démocratie bourgeoise qu'à essayer d'approcher le pourquoi et le comment de l'itinéraire d'une génération. Et ça c'est dur à avaler. Chacun a le droit d'évoluer et de découvrir sur le tard les vertus d'un système qui permet à trois millions de chômeurs de choisir d'être chômeurs, aux immigrés de choisir d'être pressés comme des citrons et renvoyés après usage « chez eux », aux réfugiés politiques de choisir d'être expulsés... mais de grâce qu'on ne nous fasse pas le coup du « on l'a tant aimée la révolution ». Car, comment peut-on avoir aimé vraiment quelque chose hier et aimer aujourd'hui le contraire ?

Soyons sérieux, l'usure du temps et le poids des ans n'expliquent pas tout, et aujourd'hui comme hier il convient de dire haut et fort que « si nous ne sommes pas contre les vieux, nous sommes en revanche violemment contre tout ce qui les fait vieillir ».

Rémy O'BRIAN

D. Cohn-Bendit, « Nous l'avons tant aimée, la révolution », éditions B. Barrault, en vente à la librairie du Monde libertaire, 148 F.

MORT AU « TIERS MONDE » (3^e PARTIE)

Et les tiers-mondistes sont bien là

LES limites choisies pour définir le « tiers monde » sont celles des frontières étatiques. Mais la réalité qu'elles recouvrent, c'est-à-dire celle du système capitaliste et de son appareil étatique (démocratique, communiste ou fasciste), est oubliée dans l'analyse. L'impérialisme a conquis le monde entier et la politique des blocs et les firmes transnationales caractérisent cette « mondialisation » dont la « crise » actuelle n'est que l'une des formes de structuration.

CERTAINS ont tenté de pallier le concept de « tiers monde », décidément impraticable, par d'autres. Ont donc surgi des formules également riches en connotations géopolitiques comme les « nations prolétaires » (Mussolini, A. Toynbee, P. Noussa) ou les oppositions « centre/périphérie » (Boukharine, Samir Amin, I. Wallerstein) et « nord/sud ».

La situation de pays mieux lotis que le Niger, comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, suffit à renvoyer le dernier de ces concepts à ses tenants giscardiens. Quant à la terminologie de « nations prolétaires », qui eut son temps, utilisée aussi bien par Mussolini que par certains marxistes, elle tente désespérément de masquer l'existence de non-prolétaires à l'intérieur de ces nations prétendues prolétaires. Elle semble aussi oublier qu'il y a également des prolétaires à l'intérieur des nations qui ne seraient pas prolétaires. Le terme de « nation » et son corollaire le « nationalisme » se trouvent au passage renforcés, sans pour autant expliquer la nature de l'antagonisme qui peut opposer une nation à une autre, c'est-à-dire un Etat à un autre. Politique quand tu nous tiens !

Le binôme « centre/périphérie » est plus subtil, mais son élégance géopolitique taillée sur mesure ne suffit pas à masquer sa vacuité. Il y a effectivement des « centres », c'est-à-dire des lieux où se regroupent les prises de décisions, les pouvoirs et les contrôles. Ces centres sont hiérarchisés entre eux au niveau de leur fonction (gouvernements, bureaucraties, stratocraties, finances, Eglises, partis), à l'intérieur de ces fonctions (centre principal, secondaire, relais...), et spatialement, dans leur répartition géographique (en général dans les villes : métropoles, centre régional, local, etc.). Mais jamais et nulle part, ils ne sont rassemblés en un point unique. Il n'y a pas de Q.G. (quartier général), c'est-à-dire de « centre » au sens spatial premier du terme. Ce côté « complot américain » (ou russe, ou chinois...) paraît d'ailleurs bien naïf.

En outre, le terme de « périphérie » reste équivoque sur le type de rapport qui la relie au « centre ». Cet espace périphérique comprend-il les relais secondaires du « centre » ? Regroupe-t-il des « périphéries » ? Y a-t-il finalement des « centres » ? Le concept tente avec raison de mettre en valeur la relation de « domination ». Mais il échoue pour en trouver sa traduction spatiale homogène, tout comme celui de « tiers monde », pour la bonne raison que les lieux ne se laissent pas manipuler comme des processus. Pourquoi alors ne pas conserver tout simplement la terminologie de ces processus ?

Réification géographique et « tiers monde »

On touche ici au problème de la « réification de l'espace », ou « géographisme » (pour reprendre une expression utilisée par Y. Lacoste), à savoir : faire jouer à des lieux un rôle d'acteur humain. Il concerne non seulement l'ensemble de la géographie mais également notre langage quotidien. C'est pour cela qu'il est important de l'évoquer brièvement.

Ce ne sont pas des villes, des campagnes ou des pays qui régissent les rapports économiques, politiques ou sociaux, et les contradictions de la société civile, mais leurs classes dirigeantes, capitalistes ou gouvernantes. Si parfois ces formulations « spatialisées » apparaissent comme des expédients stylistiques ou sont destinées à créer un choc, elles cachent souvent mal des intentions idéologiques. Ainsi, les nationalistes affectionnent beaucoup les géographismes : la France et l'Allemagne sont en guerre (merci l'Union Sacrée !) ; l'Algérie est devenue indépendante de la France (et les exploités du peuple algérien ont changé de tête)... C'est bien

entendu la porte ouverte à tous les racismes : tous les « Popovs » sont assimilés à des membres du K.G.B., comme les « Boches » ont pu l'être avec la Gestapo, etc., et le « tiers monde »... c'est les « Bougnoules » !

A chaque fois, il est essentiel de bien situer les contextes et de ne pas se laisser abuser par les raccourcis. La terminologie scientifique peut induire de nombreux comportements erronés sous couvert d'objectivité et grâce à son aura. Les sociétés et leurs lieux peuvent s'identifier ; dans ce cas, c'est l'analyse de l'inter-relation qui prime et non l'utilisation de leur fusion subjective.

La réification du « tiers monde » passe d'abord par celle des limites choisies pour le définir, c'est-à-dire celles des frontières étatiques. Comme nous l'avons vu, cette approche fétichise un découpage et oublie les raisons de ce découpage : l'Etat, expression et garant du développement capitaliste et de la division de la société en classes ou en nations.

La réification du « tiers monde », et l'utilisation de son concept corollaire : le « sous-développement », sont bien utiles dans l'entreprise actuelle de structuration capitaliste et étatique du monde. Et ce n'est pas un hasard si ces termes ont été employés simultanément, voire revendiqués, par les libéraux, les marxistes, les cléricaux, les nationalistes et les progressistes. Réifié, le « tiers

« tiers-mondisme » a eu son heure de gloire après la conférence de Bandoeng (1955) première dite des « pays non alignés ». La dure réalité des accords commerciaux et militaires passés avec l'un ou l'autre bloc a eu peu à peu raison de ce mythe du « non-alignement ». La dernière conférence a usé de contorsions pour continuer à considérer non alignés des pays comme Cuba ou le Vietnam. Et nombreux sont ceux qui se demandent si la prochaine aura bien lieu. Les discours des politiciens et des intellectuels tiers-mondistes ont rempli leur fonction : faire écran de fumée.

Certains auteurs parlent même maintenant de « quart monde » pour désigner les minorités ethniques des « trois mondes ». A quand des Etats indiens ?

Le concept de « tiers monde » est un exemple typique de réification utilisée avec succès par les marxistes. En matérialisant un espace censé regrouper ou représenter des populations sous-développées d'une manière homogène, ce qui est faux, et en le parant de tous les malheurs du monde, il est facile ensuite de lui attribuer un rôle messianique de libérateur ou d'avant-garde émancipatrice, en fait de donner du pouvoir aux élites qui s'en réclament.

D'une manière générale, la réification est typique d'un jargon marxiste où l'on prend plaisir à ériger les concepts théoriques en

ces considérées comme des causes sont parfaitement tautologiques. Ce fut l'époque d'un « tiers monde » congénitalement incapable, ce qui justifiait toutes les « aides » extérieures.

Dans cette description des phénomènes, les distinctions sont accentuées, ce qui permet de construire plusieurs types de modèles. La « géographie régionale » classique a, par exemple, beaucoup insisté sur la singularité de chaque lieu, de chaque espace, de chaque territoire. Bien souvent, elle a oublié l'existence de lois ou de traits communs ; en ce sens, elle est « exceptionnaliste » comme le souligne le géographe britannique R.J. Johnston (in *The Future of the Geography*, 1985). Cette approche tend à ériger chaque cas en exception et à nier les relations externes.

Elle est revenue à la mode en sciences sociales et en politique avec les zéloteurs du régionalisme-en-soi, les idéologues du « *small is beautiful* », de la société duale et autres écologistes qui rêvent de changer la société en remplaçant les gazons des parcs urbains en potagers. Il faut bien voir que ce saucissonnage, cette vision étroite et repliée, sinon passéiste, favorisent consciemment ou non la logique profonde et de toujours du système socio-économique et de ses gérants : diviser pour mieux régner. Les chantes du « tiers monde » relèvent de cette approche compartimentaire. Et celle-ci conduit malheureusement certains géographes, par exemple, à affirmer que « l'alternative (à la concentration et à la centralisation économique) serait une sorte de système de production dispersé localement sans contrôle central, comme les anarchistes le proposent » (D.M. Smith, in *The Dictionary of Human Geography*, 1981).

A croire que dans une planification fédéraliste libertaire (qui fonctionnerait du bas vers le haut et réciproquement) les ouvriers de l'usine X qui fabriquent jusque-là des parachutes décideraient tout seuls, localement et du jour au lendemain, de fabriquer des presse-purée, et que l'usine Y, dans la commune d'à côté ou aux antipodes, pourrait faire de même ! Le monde serait envahi de presse-purée et les ouvriers seraient enfin heureux... absurdes ! et erroné quant à l'idéal anarchiste.

Défi au positivisme classique

La « singularisation » est souvent opposée à la « généralisation », laquelle privilégie une démarche physiologique et dynamique, et souligne l'importance des lois et leur valeur universelle, donnée en cela sur le positivisme classique. Et il faut bien reconnaître que cette approche et nombre de ses tenants tendent à gommer les différences ou les inégalités, et à exclure comme déviante toute situation qui ne se conforterait pas aux lois déjà établies. La théorie relativiste, qui remet en cause les « grands principes » comme l'uniformité de la nature ou le principe de causalité, lui pose d'ailleurs un sacré défi.

De toute manière, nier le « tiers monde » ne revient pas à nier les diversités dans l'espace et dans le temps, au contraire puisque ce sont elles qui empêchent la validité d'une telle conceptualisation ; il faut garder en tête la spécificité de certaines situations comme les castes en Inde, le tribalisme ou la clitoridectomie en Afrique et leurs liens avec des principes plus généraux (division de la société en clans et en sexes).

Il ne sert à rien de vouloir remplacer le concept de « tiers monde » par un autre. C'est l'approche qui est mauvaise. Bien sûr, il n'est pas facile de se débarrasser de ces concepts qui sont passés dans le langage courant ; mais ce n'est pas impossible non plus, dans la mesure où une analyse lucide nous permet à chaque fois d'utiliser le vocabulaire approprié à des situations concrètes : soit des termes relatifs à tel ou tel phénomène (démographique, social, économique, etc.), soit des toponymes (lieux, pays, continents) pour leur traduction spatiale, soit encore des concepts géopolitiques comme « politique des blocs », « mondialisation », « impérialisme » ou « Etats satellites ». De même que nous laisserons les « nouveaux pauvres » aux abbés Pierre, nous abandonnerons le « tiers monde » aux rapaces et aux diviseurs de toujours.

Philippe PELLETIER
(fin de la 3^e partie)



Seraient-ils des tiers-mondistes convaincus ?

monde » devient objet et même sujet de politiques spécifiques : partout, il s'agit de conquérir des marchés, réorganiser des branches économiques (les transnationales qui démontent la sidérurgie en Europe et la développent au Brésil ou en Asie orientale sont bien les mêmes !), s'assurer des relais militaires et contrôler les peuples.

« Tiers-mondisme » et réification marxiste

L'idéologie « tiers-mondiste », et même si elle peut berner des sincères, n'est pas la moindre des armes utilisées : éveiller des vocations au pouvoir pour s'assurer l'établissement de l'« indépendance » ; établir parfois un tremplin néo-impérialiste (Chine et maïsisme) ; stimuler la solidarité pour mieux masquer les responsabilités ou diminuer l'impact révolutionnaire de situation plus dramatiques (famine, guerre ouverte, réfugiés, catastrophe naturelle) ; culpabiliser au passage pour mieux empêcher une prise de conscience réelle ici et là-bas (cf. les campagnes sur ceux-qui-mangent-trop-de-viande et sur ceux-qui-ont-trop-d'enfants) ; de toute manière faire tourner ou justifier tous les rouages (Etats, Eglises, O.N.U.) qui perpétuent l'exploitation de l'homme par l'homme.

entités réelles et donc dotées d'une substance autonome. On connaît l'utilisation qui a été faite des mots « capital » ou « mode de production ». A ce compte-là, on en vient rapidement à confondre le capitalisme en France avec le C.N.P.F. ou le « parti ouvrier » avec les ouvriers eux-mêmes. La trame autoritaire de ces manipulations est claire.

L'émission intellectuelle

La réification peut paraître à première vue une question méthodologique, obscur débat réservé à des spécialistes, mais elle recouvre un problème plus large de positionnement par rapport à l'objet et au sujet scientifique, c'est-à-dire d'épistémologie et d'éthique. La réification est une manière de traiter les phénomènes. Elle peut se compléter avec d'autres, tout aussi erronées. Et le concept de « tiers monde » est toujours concerné.

Certaines analyses insistent sur la forme apparente des phénomènes, leur morphologie, leur agencement extérieur, et privilégient une approche statique. A partir de là, il leur est facile de construire des modèles qui se veulent explicatifs ou, mieux, prévisionnels. Ces modèles bâtis sur des conséquen-